PARTI SOCIALISTE

(Section Française de l'Internationale Ouvrière)

54e CONGRES NATIONAL

ISSY - LES - MOULINEAUX

9 - 10 - 11 - 12 Juillet 1959

DECISIONS

EDITE PAR LA

LIBRAIRIE DES MUNICIPALITES

7, RUE FROCHOT - PARIS (9e)

Prix : 35 francs

Coll. Fondation Jean-Jaurès

PARTI SOCIALISTE

Section Française de l'Internationale Ouvrière

MOTIONS ADOPTEES

ET

EXTRAITS DU DISCOURS

PRONONCÉ PAR

GUY MOLLET

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

AU

51me CONGRES NATIONAL

Les

9 - 10 - 11 et 12 Juillet 1959

Issy-les-Moulineaux

Coll. Fondation Jean Jaurès

Militants !!!

LISEZ... FAITES LIRE

"Le Populaire de Paris"

"Le Populaire Dimanche"

FAITES DES ABONNEMENTS

Vos journaux
ne peuvent vivre sans votre
dévouement

Donnez à votre Parti les
puissants moyens d'expression
Dont il a besoin

Coll. Fondation Léon Jouhaux

SOMMAIRE

Pages

— INTRODUCTION 5
— MOTIONS ADOPTÉES 7
— EXTRAITS DU DISCOURS DE G. MOLLET 25

Pour l'organisation

de vos Loisirs :

faites confiance à la

FÉDÉRATION NATIONALE DES CLUBS DE LOISIRS LEO LAGRANGE

20, Chaussée d'Antin
- PARIS (9e) -
Tél. Pro. 80-81

A la disposition :

DES SECTIONS
DES SYNDICATS
DES ORGANISATIONS

La Société d'Editions du Pas-de-Calais

5, Boulevard de Strasbourg, 5
ARRAS - Téléphone : **395-396**

FÉDÉRATION DU LIVRE C.G.T. F.O.

assurera la livraison rapide et soignée de tous les travaux que vous lui confierez

JOURNAUX - PÉRIODIQUES - REVUES
TRAVAUX DE COMMERCE ET DE LUXE
LIVRES - CATALOGUES - BROCHURES

INTRODUCTION

UN grand nombre de camarades nous ont fait observer que les Résolutions adoptées par nos Congrès, et qui engagent jusqu'aux prochaines Assises nationales la politique du Parti, sont peu connues des Militants, tout au moins dans leur intégralité, puisqu'elles ne sont publiées que dans la presse du Parti.

Nous avons donc décidé de réunir en une brochure les principaux textes issus du 51e Congrès d'Issy-les-Moulineaux.

☆

ON trouvera également, en annexe, des extraits du discours prononcé à l'issue du débat de politique générale par Guy MOLLET, Secrétaire Général du Parti.

LE SECRETARIAT GENERAL.

Cours Fondation Jean Jaurès

Élus municipaux et cantonaux !

VOUS DEVEZ

- **VOUS ABONNER A " L'ELU SOCIALISTE "** VOTRE JOURNAL - L'AUXILAIRE INDISPENSABLE dans votre TACHE QUOTIDIENNE

- VOUS GROUPER EN UNE **ASSOCIATION DEPARTEMENTALE D'ELUS SOCIALISTES**

AFFILIÉE A

LA FÉDÉRATION NATIONALE DES ÉLUS MUNICIPAUX ET CANTONAUX

50, Rue de Rivoli - PARIS

Coll. Fondation Jean Jaurès

MOTIONS

Adoptées par le 51ème Congrès

ORDRE DU JOUR DU CONGRES

Le Comité Directeur avait proposé l'ordre du jour suivant qui fut adopté par le Congrès :

- **Examen des Rapports statutaires :**

— *Rapport général d'activité ;*

— *Rapport de la Commission Nationale des Conflits ;*

— *Rapport de la Commission Nationale de Contrôle.*

- **Taux des Cotisations.**

- **Situation politique générale (Internationale ; Outremer ; Intérieure ; Algérie).**

- **Election des organismes centraux :**

— *Comité Directeur ;*

— *Commission Nationale des Conflits ;*

— *Commission Nationale de Contrôle ;*

— *Commission Féminine Nationale.*

MOTION D'ORIENTATION

Rapporteur : G. JAQUET

AU cours de son 50e Congrès, le Parti Socialiste avait clairement affirmé que les nouvelles institutions vaudraient moins par elles-mêmes que par l'usage qu'en feraient les hommes désignés par le suffrage universel pour en assurer l'application.

Il entend ne pas déterminer son action de demain en fonction d'attitudes adoptées lors des événements de l'an dernier.

Un an après ces événements, il est incontestable que l'essentiel des libertés publiques a été maintenu. Nous avons gardé un Parti libre dans un Pays libre.

Cependant, la situation reste préoccupante. Des dangers pèsent toujours sur la Démocratie en France et la vigilance des Démocrates est indispensable pour faire échec, le cas échéant, à de nouvelles agressions anti-républicaines.

Dans des résolutions particulières, le Parti a défini sa position sur les problèmes de l'heure : Algérie, Communauté, politique internationale, politique financière, économique et sociale, laïcité. Il l'a fait sur tous ces problèmes, et dans presque tous les cas, avec une remarquable unanimité. Il fera connaître cette position au Pays et s'efforcera de la faire prévaloir par tous les moyens en son pouvoir.

Pour nous, la seule issue valable reste socialiste et le Parti doit se présenter comme le successeur de l'expérience politique actuelle. Il ne peut le faire qu'en marquant, à l'égard d'une majorité utilisant fréquemment des moyens déloyaux et anti-démocratiques, le caractère vigoureux de son opposition. Le Parti ne doit pas hésiter à exprimer clairement les points sur lesquels SA POLITIQUE RENCONTRE CELLE DU GOUVERNEMENT. MAIS IL DOIT EGALEMENT NE PAS SE BORNER A EMETTRE DES RESERVES SUR CERTAINS ASPECTS DE LA POLITIQUE GOUVERNEMENTALE. IL DOIT EXPRIMER, TOUT EN RENDANT PUBLIQUES LES SOLUTIONS SOCIALISTES, SES DESACCORDS FONDAMENTAUX.

En outre le Parti, qui n'a jamais caché les espoirs qu'il fonde, pour le règlement du conflit algérien, sur l'orientation libérale du Président de la République et sur son prestige, n'a pas à taire ses désaccords avec lui dans l'exercice des pouvoirs que lui confère la nouvelle Constitution.

D'ores et déjà, les décisions prises dans les domaines financier, économique et social, l'attitude du Gouvernement et de sa majorité dans l'interprétation de la Constitution, dans l'usage des moyens nationaux d'information, ont amené le Parti Socialiste à une opposition qui se fera chaque jour plus vigoureuse, en particulier si doit être remise en cause la laïcité de l'Etat et de l'école.

L'orientation de la politique actuellement suivie prend un caractère inquiétant et dangereux pour l'avenir même des institutions démocratiques.

C'est pour cette raison que le Parti doit poursuivre les initiatives qu'il a prises en vue d'un regroupement de la gauche démocratique. Ce regroupement n'a de chance de succès que si l'on écarte toute exclusive et, d'autre part, à la double condition qu'il ne soit pas « bâclé » dans la confusion et qu'il ne serve pas les manœuvres de ceux qui crient le plus au rassemblement mais dont les actes prouvent qu'ils ont, jusqu'ici, joué le triste rôle de diviseurs du monde ouvrier.

En tout cas, par-delà les nécessaires regroupements politiques, le Parti Socialiste, principale force démocratique organisée, s'adressera à la grande masse des travailleurs qui, trop nombreux, ont perdu ou n'ont pas encore pris conscience de la nécessité du combat indivisible pour la Démocratie et le progrès.

Le Parti Socialiste songera particulièrement aux aspirations des jeunes auxquels il faut que le Socialisme apparaisse comme joignant la satisfaction des besoins matériels à l'épanouissement complet, intellectuel, culturel et moral de l'individu.

En adaptant enfin sa doctrine aux enseignements du passé et à l'évolution présente, sa propagande aux exigences du monde moderne, le Parti Socialiste, se montrant sous son vrai visage, rendra aux témoins de notre époque troublée l'espoir de lendemains meilleurs.

ALGERIE

Rapporteur : F. LEENHARDT

— LE Congrès constate que le drame algérien continue à dominer la vie du Pays et à développer ses conséquences humaines, économiques et sociales. Ses conséquences politiques risquent d'être aussi désastreuses pour la Ve République que pour la IVe si le conflit ne prend pas fin rapidement.

— Le Congrès rappelle que la politique constante du Parti Socialiste a été d'affirmer, notamment à l'époque où il assumait les responsabilités gouvernementales et entreprenait dans tous les domaines le nécessaire effort de pacification, que les armes ne suffiraient pas à régler durablement le problème algérien.

Il n'est pas non plus possible de croire que le développement économique et social de l'Algérie, si nécessaire qu'il soit, puisse à lui seul fournir une solution au conflit algérien.

Les pseudo solutions extrêmistes, intégration ou indépendance, apparaissent également comme illusoires.

— Les élections législatives du 30 novembre 1958 n'ont pas dégagé en Algérie une représentation qualifiée des populations permettant de « faire le reste ». Dans trop de régions, le résultat a été faussé en raison des circonstances liées à l'état de guerre. Il ne peut y avoir de « vrai suffrage universel qui permette à chaque Algérien de disposer de lui-même » sans cessez-le-feu préalable.

— Dans la recherche d'une solution politique, la personnalité algérienne s'impose nécessairement et appelle la mise en place d'institutions propres à l'Algérie, garantissant la coexistence des diverses communautés ethniques et le respect des libertés individuelles.

— Pour mettre fin aux combats, l'offre de pourparlers avec ceux qui se battent doit être renouvelée dans des conditions qui ne puissent être confondues avec l'exigence d'une capitulation.

Tout désaccord sur le lieu où cette négociation peut être amorcée apparaît comme mineur. La négociation sur le cessez-le-feu ne peut exclure la recherche d'un accord sur les garanties réciproques permettant dans une phase ultérieure, et seulement alors, de discuter la solution politique avec tous les représentants qualifiés de la population algérienne, sans aucune exclusive.

Le Parti Socialiste réaffirme que cette méthode est seule capable de nous conduire au règlement politique qui donnera à l'Algérie nouvelle la place originale qui lui revient dans une « association étroite » avec la France.

LA COMMUNAUTE

Rapporteur : A. BIDET

LE Parti Socialiste S. F. I. O.,

Fidèle à la doctrine constante du Socialisme, selon laquelle les institutions n'ont de valeur que dans la mesure où elles contribuent pour chaque individu au plein épanouissement de sa personnalité,

Rappelle qu'il eut toujours pour objectifs essentiels d'assurer Outre-Mer :

— *la libération de chaque homme et de chaque femme en les délivrant de toute forme d'exploitation, de la misère et de l'ignorance ;*

— *la libération économique des peuples par la mise en valeur, avec leur pleine participation et à leur profit, des ressources de leurs territoires ;*

— *la libération politique de ces peuples en mettant chaque citoyen à même d'exprimer librement son opinion, en posant les assises d'un système démocratique, seul susceptible de lui assurer sa libre participation à la vie publique ;*

Rappelle aussi qu'il sut mettre ses principes en application dès 1936 *avec Léon BLUM et Marius MOUTET, puis en février* 1946 *avec de nouveau Marius MOUTET, en* 1956 *avec Guy MOLLET et Gaston DEFFERRE et, plus récemment encore, avec Gérard JAQUET.*

Coll. Fondation Jaurès

Rappelle enfin sa motion du 2 mai 1958 où il estimait que le double problème de la dépendance des peuples d'Outre-Mer et de leur sous-développement pouvait trouver une solution valable dans le cadre d'une Communauté unissant la France et ses anciennes colonies en vue de la gestion de leurs intérêts communs à égalité de droits et de devoirs.

Aussi le Parti Socialiste se réjouit-il d'avoir pu faire prévaloir l'esprit de ses thèses dans les dispositions constitutionnelles concernant la Communauté.

Il constate avec satisfaction que la formation de celle-ci résulte d'un choix effectué en toute indépendance par les populations intéressées, conformément au principe de la libre détermination des peuples, inclus dans le préambule constitutionnel.

Le Parti Socialiste salue l'avènement des Républiques africaines et malgache. L'avènement de ces Etats autonomes constitue l'heureux point de départ de l'édification de la Communauté, à laquelle l'observation, par chaque participant, de l'esprit du texte constitutionnel — texte librement adopté par tous — doit garantir une existence harmonieuse, également bénéfique pour tous les Etats membres.

Le Parti Socialiste, qui reconnaît le caractère évolutif de la Communauté, considère que désormais il revient à celle-ci d'assurer son développement.

Il estime que, selon les dispositions institutionnelles, il appartient aux seuls Etats membres de régler leurs affaires intérieures et d'user ou non, à leur gré, de la faculté dont ils disposent de se grouper.

Le Parti Socialiste entend s'employer à assurer le fonctionnement régulier des institutions de la Communauté prévues dans la Constitution.

Il s'attachera en outre à obtenir la mise en pratique des dispositions de l'article 88 concernant la possibilité, pour la République ou la Communauté, de conclure des accords avec des Etats qui désireraient s'associer à elles pour développer leurs civilisations.

Le Parti Socialiste poursuivra ses efforts afin que les Territoires d'Outre-Mer ayant opté pour le maintien de leur Statut bénéficient pleinement dans les domaines politique, économique et social, des réformes promulguées par la Loi-Cadre Gaston DEFFERRE et les décrets d'application.

Il demande que, conformément à la Constitution et selon les promesses gouvernementales faites lors du referendum, une organisation politique assouplie assure aux populations des Départements d'Outre-Mer une participation plus étendue à la gestion des affaires départementales, à l'établissement d'un programme d'aide permettant l'épanouissement des possibilités économiques locales.

Le Parti Socialiste juge indispensable l'élaboration urgente d'un nouveau plan d'équipement et d'assistance technique à l'échelle des besoins réels, économiques et sociaux, des Etats de la Communauté. Il est nécessaire que chacun d'eux prépare son propre plan, la coordination se réalisant au sein du Conseil Exécutif.

Dans le cadre de sa politique européenne, le Parti Socialiste souhaite que tous les peuples de la Communauté s'associent à cette politique pour la réalisation d'un ensemble Eurafricain.

Le Parti Socialiste affirme ainsi sa volonté d'agir, en accord avec les Partis Démocratiques des Etats africains et malgache, afin que la grande œuvre humaine dessinée dans la Constitution apporte à des peuples libres, égaux et solidaires les conditions morales et matérielles d'une vie heureuse dans la fraternité.

Coll. Fondation Jaurès

POLITIQUE INTERNATIONALE

Rapporteur : G. MOLLET

LE Parti Socialiste rappelle — et renouvelle — sa résolution de politique internationale adoptée au Congrès de 1958. Il réaffirme son attachement aux idées de sécurité collective, d'arbitrage et de désarmement général, simultané et contrôlé.

***

DEPUIS ce Congrès, la tension internationale s'est accentuée du fait de l'initiative soviétique du 27 novembre 1958 sur le problème de BERLIN, initiative qui prouve à l'évidence que la volonté d'expansion et de domination soviétique est restée la même si la tactique se modifie.

Plus que jamais animé du souci de donner à la Paix des fondements durables, en assurant la Sécurité Collective, le Parti Socialiste estime qu'il ne convient en aucun cas, au cours des importantes négociations actuellement ouvertes, de s'écarter des principes ci-dessus rappelés.

Non seulement la discussion ne doit jamais être refusée, mais elle doit être sans cesse relancée par les puissances occidentales et nourrie de propositions constructives. Le règlement local et partiel de certains litiges ne saurait être séparé de progrès effectifs dans la voie du désarmement général et contrôlé. Aucune concession unilatérale ne peut être envisagée sans aller à l'encontre du but poursuivi.

Nous sommes opposés au neutralisme et nous le disons nettement. Notre place est dans le camp occidental et nous entendons y demeurer.

Nous sommes nettement opposés à une neutralisation politique ou militaire de l'Allemagne, comme à tout ce qui pourrait y conduire et réclamons, par contre, sa réunification par des voies démocratiques.

Quant aux rapports Est-Ouest, c'est à une large compétition pacifique, c'est-à-dire à la « course au bonheur et au progrès » — chaque Nation s'y employant selon ses méthodes et ses moyens propres — qu'il faut sans cesse convier le partenaire soviétique.

Cela suppose que les propositions du monde libre doivent tendre à convaincre les dirigeants russes que nul ne veut attenter à la sécurité de leur pays, mais qu'en revanche toute agression de leur part, toute tentative d'expansion brutale se verraient opposer la force.

⁂

CETTE politique suppose que la solidarité du monde libre soit non seulement confirmée mais développée. Elle implique le maintien des troupes alliées — américaines en particulier — en Allemagne et en Europe. Elle exige enfin que la cohésion de l'O.T.A.N. soit renforcée.

Le souci de voir établir en commun une politique mondiale, la nécessité d'élargir les objectifs de l'O.T.A.N. aux problèmes économiques et sociaux ou de modifier certaines méthodes s'impose évidemment.

Mais on regrettera certaines attitudes du Gouvernement français (retrait de la flotte méditerranéenne, attitude favorable à l'admission de l'Espagne franquiste, etc...) qui nuisent à l'unité du monde libre, tout en isolant la France, ce que nous dénoncerons sans relâche.

⁂

LE Parti rappelle sa prise de position favorable à un arrêt contrôlé des expériences nucléaires pour un délai de deux ans, chaque Etat reprenant ensuite sa liberté si aucun accord n'est intervenu entre-temps pour l'arrêt de la production des matières fissiles à des fins militaires.

Mais il s'oppose, même dans le domaine atomique, à toute forme de renonciation ou de désarmement unilatéral ; il ne saurait non plus accepter qu'en l'absence d'un accord général, à l'établissement duquel la France, non seulement ne saurait faire obstacle mais devrait participer, des pays, qui ont reconnu pour eux la nécessité d'assurer leur sécurité militaire par les moyens les plus modernes, prétendent refuser à des tiers le droit au même effort.

⁂

DE la même façon que le soi-disant libéralisme économique condamne le pays au dépérissement et, par voie de conséquence, met en cause l'avenir de la Démocratie, une fausse conception d'un nationalisme indifférent ou hostile à l'organisation d'une Europe unie et forte fait peser un grave danger, tant sur l'avenir national que sur les destinées internationales et donc la Paix du monde.

Les répugnances manifestées par les actuels Dirigeants à permettre le fonctionnement normal et à assurer le développement des institutions supra-nationales existantes nous détournent du chemin hardi tracé par le Parti Socialiste depuis l'origine de l'entreprise européenne et risquent notamment de mettre en cause les résultats acquis.

Une autre menace peut aussi peser sur la construction européenne : l'Europe que nous voulons bâtir doit être influencée par le Socialisme et non pas évoluer vers l'Europe des trusts et du libéralisme économique.

La relance du Marché Commun, l'élargissement du Traité de Rome aux perspectives de l'Eurafrique, l'évolution des institutions actuellement existantes vers une organisation politique, l'élection directe de Représentants européens, sont d'une urgente nécessité.

Dans le même temps, la France ne doit pas renoncer à la recherche des accords nécessaires entre la Communauté économique européenne — en temps que telle — et les autres Pays membres de l'O.E.C.E., y compris la Grande-Bretagne.

⁂

ENFIN, le Parti Socialiste réaffirme l'importance qu'il attache à la solution du problème de l'aide aux pays sous-développés. Aucune Paix durable, aucun équilibre économique mondial ne sont possibles tant que les deux tiers de la population de la planète vivront dans un état permanent de misère et de révolte.

Depuis 1956, le Parti Socialiste a proposé des solutions dans le cadre de l'O.N.U. Celles-ci doivent être reprises, développées, complétées afin que la réalité et la gravité du problème apparaissent enfin à l'opinion publique mondiale.

Coll. Fondation Jaurès

POLITIQUE ECONOMIQUE, FINANCIERE ET SOCIALE

Rapporteur : Cl. FUZIER

LE PARTI SOCIALISTE S.F.I.O. réaffirme son hostilité totale au plan économique et financier adopté en décembre 1958 et qui motiva la démission des Ministres Socialistes du Gouvernement.

Il rappelle que ce plan se caractérise :

1°) *par une répartition des charges faisant supporter pratiquement aux salariés, à la paysannerie et aux classes moyennes les frais d'un plan de redressement hypothétique dont la brutalité fait courir au pays des risques sociaux et économiques considérables.*

2°) *par une politique qui, insensible aux impératifs de l'expansion, conduit à un ralentissement de l'activité productrice du pays et, par là-même, nuit au plein emploi ;*

3°) *par la recherche de la stabilité des prix, grâce à la sous-consommation et au blocage exclusif des salaires ;*

4°) *par des faveurs nombreuses accordées aux capitaux, tant français qu'étrangers, dont la liberté de transfert a été légalisée sans réserves.*

Depuis la mise en application de ce p'an, le Gouvernement a été amené à y apporter quelques modifications, notamment dans le domaine de la Sécurité Sociale, qui n'en changent pas fondamentalement l'esprit. Mais, dans d'autres domaines, son caractère réactionnaire a été accentué :

1°) par la définition devant l'Assemblée Nationale par le Ministre des Finances et des Affaires Economiques d'une conception de la revalorisation des salaires et des revenus ne garantissant aux travailleurs et aux producteurs ni la contre-partie des efforts qu'ils font en faveur de l'économie du pays, ni une protection sérieuse contre les variations du coût de la vie ;

2°) par la proposition d'un projet de réforme fiscale qui consolide une double injustice, celle de l'écrasement des tranches modestes de la surtaxe progressive par la dépréciation monétaire et celle d'une répartition de la charge fiscale qui frappe à concurrence des 2/3 le pouvoir d'achat des consommateurs et, pour 1/3 seulement, les revenus et les profits.

Une fusion de la taxe proportionnelle et de la surtaxe progressive ne pourrait qu'aggraver la condition des travailleurs sans un élargissement préalable de l'assiette des revenus non déclarés par des tiers et sans l'institution d'une taxe statistique sur la fortune destinée à révéler les facultés contributives de chacun et à maintenir une distinction entre les revenus du travail et ceux du capital.

Le Congrès confirme son attachement déjà ancien à la suppression de la taxe locale afin de libérer les détaillants du rôle de collecteurs d'impôts pour lequel ils sont mal équipés, mais il reste fidèle aux modalités qu'il a prévues pour que cette réforme n'aggrave pas les difficultés des Collectivités locales : étalement de la réforme sur plusieurs années par détaxation successive des branches professionnelles, transfert à l'Etat des charges injustement supportées par les Communes, indexation sur le rendement de la taxe à la valeur ajoutée des versements de l'Etat au Fonds de péréquation, caisse d'équipement, bonification d'intérêts, rénovation des impôts locaux et garantie de recettes.

Le Parti constate qu'une fois encore les illusions d'une politique de pseudo-libéralisme et de prétendue défense intransigeante de la monnaie sont présentées au Pays. Il rappelle qu'une telle politique a déjà été pratiquée en France, dans un passé récent, notamment en 1935 et en 1952, et qu'à chaque fois elle conduisit à des déséquilibres économiques et à des crises sociales.

Or ces phénomènes ne présentent pas seulement des dangers sur les plans économiques et sociaux. Leurs incidences politiques sont évidentes : d'une part ils séparent le monde du travail de la collectivité nationale et le conduisent à refuser une participation indispensable à la solution des problèmes nationaux. D'autre part, ils affaiblissent la position de la Démocratie française et des Démocraties en général dans la compétition engagée, dans le domaine de la production et de l'élévation du niveau de vie, entre l'Est et l'Ouest.

Le Parti Socialiste considère que s'il reste des possibilités d'amélioration de la répartition du revenu national, il devient encore plus indispensable d'assurer, avec la participation effective du monde du travail, une augmentation constante de ce revenu. Dans ce but, une planification rigoureuse, mais démocratique, à tous les échelons de l'économie, doit être envisagée, tenant compte notamment de la nécessité de rechercher des formes nouvelles et mieux adaptées des méthodes et des rapports de production et de distribution dans les domaines de l'industrie, de l'énergie et de l'agriculture.

Un plan économique et social doit être élaboré en liaison avec les Organisations démocratiques représentatives du Mouvement ouvrier, tenant compte notamment des données fondamentales de l'évolution de la situation française au cours des années de la décennie 1960-1970 en ce qui concerne la démographie, les sources d'énergie nouvelles et l'application des techniques modernes de production.

LAICITE

Rapporteur : M. DEIXONNE

LE Parti Socialiste rappelle que le respect de toute conviction sincère a toujours été sa pratique et sa loi. A la différence du Parti Communiste, il n'a jamais situé le matérialisme et l'athéisme parmi ses principes doctrinaux, pas plus d'ailleurs qu'aucune autre position métaphysique ou religieuse. Aujourd'hui comme hier, il appelle tous les opprimés, travailleurs catholiques compris, à lutter avec lui et, de préférence, dans ses rangs, pour arracher la personnalité humaine à tout ce qui la dégrade, la diminue ou l'altère.

Or, il n'est pas de pires ennemis de la liberté spirituelle que le cléricalisme et le totalitarisme, c'est-à-dire la prétention d'une secte ou d'un Parti à persécuter les autres, soit qu'ils veuillent violenter les consciences, soit qu'ils prétendent se soumettre l'Etat, fut-ce en prenant le masque de la laïcité. Etre laïque, ce n'est pas autre chose que d'affirmer le droit de chacun à sa propre personnalité et qu'être fidèle à la séparation des Eglises et de l'Etat dans le double intérêt de la dignité des différentes confessions et de l'autorité de la République.

C'est au nom de cet idéal de fraternité, qui est une des plus pures acquisitions du monde civilisé, que le Parti Socialiste se sent tenu de relever toute déclaration du Président de la République, tout acte du Gouvernement, tout vote du Parlement susceptibles de remettre en cause l'article 2 de notre Constitution, qui fait de notre Pays une République laïque.

En particulier, le Parti enregistre avec une profonde douleur l'action malfaisante de ceux qui, périodiquement, et de préférence dans le malheur de la Patrie, se sont donné pour tâche de relancer la querelle scolaire. Il ne peut croire que ce soit aller dans le sens de l'avenir que de surcharger le contribuable et de dilapider les fonds publics à seule fin de condamner des enfants à la ségrégation scolaire.

Tout au contraire, c'est l'école publique qu'il faut promouvoir et rendre encore plus accueillante à tous en lui apportant non pas des réformes timides et parfois improvisées comme celles que multiplie le Gouvernement, mais la refonte totale que préconisait la proposition de loi déposée en janvier 1956 par le Groupe parlementaire socialiste.

Elle est l'œuvre exaltante à laquelle le Parti Socialiste convie le Pays et plus spécialement les jeunes. Il faut arracher les confessions et même les Partis à la tentation de créer et d'entretenir leurs écoles particulières, quand il est si facile d'accorder à tous les garanties qu'exige le respect des consciences.

Décidé à s'opposer par tous les moyens appropriés à toute nouvelle entreprise d'une majorité cléricale pour subventionner un enseignement confessionnel au mépris de la Constitution, le Parti Socialiste déclare qu'il met au rang de ses objectifs immédiats cette unification de l'enseignement à laquelle il se ralliait en 1929 par la grande voix de Léon BLUM et qui, dès 1910, faisait dire à notre immortel JAURES : « Une école vraiment laïque et nationale est possible aujourd'hui, où se rencontreraient tous les enfants de la Patrie ».

COMMISSION SCOLAIRE

Rapporteur : M. DEIXONNE

SAISI de la création récente d'une Commission extra-parlementaire pour l'étude de la question scolaire, le Parti Socialiste constate qu'il n'a été consulté ni sur la création de cette Commission, ni sur la définition de ses objectifs, ni sur sa composition, ni sur sa présidence. A aucun moment il n'a donc délégué un de ses hommes pour participer aux travaux de cette Commission, et à fortiori pour la présider. Dans ces conditions, il approuve et fait sienne la lettre du Comité Directeur au Camarade P.O. LAPIE lui demandant de se retirer de la Commission.

⁂

INFORMATION

Rapporteur : P. HERBAUT

POUR UNE INFORMATION HONNETE ET DEMOCRATIQUE

EN violation des principes démocratiques, la majorité réactionnaire issue des élections du 30 novembre vient de réduire par le biais du règlement les pouvoirs du Parlement, interdisant ainsi à l'opposition socialiste le moyen de faire connaître publiquement, par l'intermédiaire des tribunes parlementaires, ses critiques et ses propositions. En outre, la plus grande partie de l'information est actuellement totalement contrôlée par les pouvoirs publics qui l'utilisent à des fins de propagande unilatérale.

Le Parti Socialiste tient à affirmer publiquement ses inquiétudes devant les atteintes ainsi portées à la libre expression des idées, le droit à une information complète et objective restant à ses yeux une des principales garanties de la Démocratie.

La presse écrite reste, dans sa quasi totalité, dépendante de groupes financiers français et parfois étrangers. Contre cela, nous ne pouvons qu'opposer notre presse régionale qui doit pour vivre sacrifier souvent la politique à l'information et notre presse nationale, à tirage malheureusement réduit, mais dont l'influence politique reste très importante.

En ce qui concerne la radio et la télévision, le gouvernement est devenu le maître absolu de ces moyens d'informations dont l'influence est de plus en plus grande. Il a assuré cette main-mise par un statut promulgué par ordonnance qui instaure certes un monopole d'Etat, mais plus encore un monopole de gouvernement, dégagé de tout contrôle démocratique.

Les journalistes de la radio-télévision ont été mis au pas par un statut du personnel imposé unilatéralement.

La radio et la télévision d'Etat, qui devraient être des services publics, sont devenus un moyen de propagande gouvernementale déformant les faits et créant une véritable conspiration du silence sur tous les actes et toutes

les idées allant à l'encontre de la politique de la majorité réactionnaire.

La prédominance des intérêts privés a également conduit les postes périphériques à calquer leur attitude sur celle du gouvernement.

Enfin, le gouvernement a pris certaines mesures contre les entreprises connexes à la presse : c'est ainsi que la S.N.E.P. a été liquidée, faisant disparaître ce secteur public d'impression dont l'idée avait été lancée par Léon BLUM. C'est ainsi que l'on envisage de céder aux intérêts privés les actions majoritaires que détient l'Etat dans l'Agence Havas. C'est ainsi que l'on entend maintenant procéder à la vente de l'Union Générale du Cinéma, créée à la Libération, afin de laisser le champ libre aux deux grand trusts cinématographiques qui tentent de se partager le marché français.

Le gouvernement contrôle dans ces conditions très étroitement la radio, la télévision, les actualités filmées et fait les plus grandes et les plus efficaces pressions sur la presse.

En conséquence, le 51e Congrès

— s'élève contre le maintien d'un système laissant à des groupes politiques, confessionnels ou financiers, la possession de fait ou de droit des moyens de production ou de distribution de l'information, et demande que sur les différentes chaînes nationales la possibilité soit régulièrement donnée à l'opposition de s'exprimer librement ;

— proteste contre l'ordonnance instituant le statut de la radio-télévision française et contre le statut imposé aux personnels de cet organisme ;

— demande au Comité Directeur de faire connaître publiquement l'hostilité fondamentale du Parti à la conception de l'information imposée par le gouvernement, de dénoncer la suppression de l'information impartiale, ce qui est un danger mortel pour les institutions démocratiques, et de faire connaître, dans les délais les plus courts, les positions théoriques et pratiques du Parti Socialiste dans le domaine de l'information.

***

EXACTION

Rapporteur : P. HERBAUT

LE Parti Socialiste, plus que tout autre attentif au respect des droits de l'homme, rappelle qu'il n'a cessé de dénoncer et de condamner les exactions, d'où qu'elles viennent, que peut entraîner l'état de guerre en Algérie.

Il rappelle qu'exerçant la responsabilité de la direction du pouvoir, ses représentants au Gouvernement ont pris toutes les initiatives nécessaires pour empêcher le recours à de telles méthodes et punir les responsables.

Il réclame du Gouvernement la plus grande vigilance pour que soient respectées ses instructions, chaque manquement devant être sanctionné parce qu'il témoigne de la survivance du racisme et va à l'encontre de toute action efficace pour le règlement de ce douloureux conflit.

Coll. Fondation Jean Jaurès

DELEGATIONS FRATERNELLES

AU 51e CONGRES

AUTRICHE : excusés en raison de la situation politique intérieure.

BELGIQUE : Joseph MARTEL, Membre du Bureau du P.S.B., Député de Soignies.

DANEMARK et CANADA : excusés.

GRANDE-BRETAGNE : Mme Irène WHITE, Député, Membre de l'Exécutif national du Labour Party.

ALLEMAGNE : HEINZ KUEHN, Député de Cologne, Membre du Bureau du S.P.D.
MARKSCHEFFEL, chef du Service de presse du S.P.D.

ISRAEL : Moshe SHARETT, ancien Ministre des Affaires Etrangères, ancien Secrétaire général du MAPAI.
KASSAR, député à la KNESSET, Membre du Bureau du MAPAI.

ITALIE : Alberto SIMONINI, Député, ancien Ministre, Membre du Comité Directeur.
Umberto RIGHETTI, Membre du Comité Directeur.
Siro BURGASSI, Secrétaire de la Fédération de Paris du P.S.D.I.

ESPAGNE : Rodolfo LLOPIS, Secrétaire général du P.S.O.E.
PARERA, du Comité Central du P.S.O.E.

LUXEMBOURG : Paul WILWERTZ, ancien Président du Parti, ancien Ministre.

HOLLANDE : Hendrik VOS, Membre du Comité Directeur du Parti, Vice-Président.
VAN DER GOES VAN NATERS, Député, Membre du Comité Directeur.
VAN DER STOEL, Secrétaire international.

NORVEGE et SUEDE : excusés.

SUISSE : Camille BRANDT, ancien Conseiller d'Etat, Membre du Comité Directeur et du Comité Central du P.S.S.

INTERNATIONALE SOCIALISTE : en l'absence du Président de l'Internationale, retenu par la préparation du Congrès de Hambourg, le Délégué belge représente le Secrétariat de l'I.S.

EXTRAITS DU DISCOURS

Prononcé par

GUY MOLLET

Secrétaire Général

A l'issue du débat de politique générale

¤

INFORMER et non DEFORMER

MES CHERS CAMARADES,

QUELQUES mots d'abord, moins pour les participants au Congrès que pour ceux qui, de France ou d'ailleurs, nous observent.

Des Motions s'affrontent. Des discours s'opposent. Il est normal qu'il en soit ainsi dans notre Parti, mais je crains que cette opposition entre nous soit mal comprise parce que mal présentée, mal rapportée.

Après d'autres, je veux dire d'un mot que l'information officielle en France est devenue pire qu'elle ne le fût à aucune période et que, par là même, ce ne sont pas ceux qui entendront la Radio ou qui verront la Télévision française qui pourront être informés du contenu réel de nos travaux. Nos adversaires déforment systématiquement nos positions, et nos moyens d'information sont dans ce pays fort faibles, y compris dans la presse.

Même hors de France on nous méconnaît, et quand je dis hors de France, je ne pense pas là non plus à ceux qui sont nos adversaires, mais aux Partis frères de l'Internationale. Il me faut regretter que, même lorsque nous faisons l'effort nécessaire pour informer les Organismes centraux des Partis frères, ce n'est pas toujours suffisamment répercuté.

Je voudrais, par exemple, faire une comparaison. Il nous arrive à nous aussi, Parti français, de ne pas être d'accord avec telle ou telle attitude de tel des Partis de l'Internationale, mais nous faisons toujours l'effort voulu pour comprendre leurs problèmes particuliers. Même s'il nous arrive de ne pas être d'accord avec les décisions que le Labour Party ou le Parti Social Démocrate allemand sont amenés à prendre dans certains domaines internationaux, nous essayons toujours de nous « mettre dans la peau » des camarades du Labour ou du S.P.D. et de nous dire : « **Mais au fond, ils ont des problèmes que nous n'avons pas. Si, par exemple, nous étions Allemands, nous devrions penser à l'unification de notre pays, et ceci nous amènerait peut-être à des positions différentes** ».

Je mets en tous cas au défi quelque observateur que ce soit — et pourtant il en est de pointilleux dans la presse française et autre — de trouver la moindre déclaration écrite ou orale de l'un des nôtres qui puisse jamais être opposée à nos camarades de l'Internationale dans leur combat.

Ma seule requête, avant d'aborder l'étude de la position du Parti français, ma seule demande aux Partis frères, c'est uniquement la réciprocité. Que jamais on ne puisse demain utiliser, contre notre Parti, des écrits ou des déclarations de Camarades dont je ne nie absolument pas la bonne foi, mais dont je conteste le sérieux de l'information. Les formes mêmes de notre Démocratie intérieure sont une des raisons de cette méconnaissance. Je vais en prendre un exemple.

Pendant ces trois jours, toutes les formes possibles de critiques sont venues librement s'exprimer à cette tribune, sans aucune espèce de limitation du temps, du nombre d'orateurs, avec une sorte de « crescendo » même. A quelques exceptions près, tous ceux qui se sentent en accord avec la politique générale suivie par le Parti n'ont pas éprouvé le besoin de venir le dire, si bien que l'interprétation risque d'être la suivante : l'état d'esprit, la volonté d'un Congrès se seraient manifestés dans le sens de l'opposition pendant trois jours, après quoi, on ne sait par quel phénomène étrange, on assisterait le lendemain à un renversement...

Il faut bien dire que depuis Montaigne tout a changé : on ne demande plus d'écrire l'histoire à ceux qui ont essayé de la conduire. Au contraire, c'est, paraît-il, généralement beaucoup mieux écrit, beaucoup mieux réécrit par ceux-là même qui n'y étaient pas

et qui, souvent, avaient refusé d'y être ; à défaut d'un éloignement dans le temps, ils se contentent d'un éloignement dans l'espace !

C'est une habitude très confortable, actuellement très suivie, mais à mon sens pas très valable.

Je veux dire dès maintenant que c'est probablement le reproche le plus grave que je fais à une partie importante de ceux qui se veulent « de gauche ».

La Gauche française en général est devenue « passéiste », si j'ose dire. Elle est devenue presque uniquement préoccupée de réécrire l'histoire et, à entendre certains, rien ne serait plus possible aujourd'hui, dans aucun domaine, puisque le passé tel qu'ils l'écrivent a tellement engagé le présent... que l'avenir est fatalement écrit !

Et ceci les dispense d'ailleurs de définir quelque position que ce soit sur les problèmes d'aujourd'hui. On pourrait citer certains hommes, d'une sévérité féroce à l'égard de l'action du Parti, dont je mets au défi quiconque de dire quelle est leur propre politique à l'égard des problèmes pour lesquels ils nous condamnent !

Il est de mode de dire : rien ne commence maintenant, tout a commencé à certaines dates récentes, en particulier un certain 6 février. C'est la première des grandes dates, la seconde — dont je n'ai pas entendu parler ici, mais elle a été rappelée dans quelques Fédérations — étant Suez, et la troisième étant le 13 mai ; et il y a un homme qu'on retrouve présent dans chacune de ces trois crises, c'est celui qui vous parle.

Permettez-moi ici de revenir sur ces événements.

Tout aurait-il commencé le 6 Février 1957 en Algérie ?

IL faut à certains beaucoup d'audace, et d'autres beaucoup d'oubli, pour estimer que l'affaire d'Algérie a commencé le 6 février !

J'avais pourtant l'impression qu'il s'était passé un certain nombre de choses en novembre 1954, qu'il y avait alors un Président du Conseil, un Ministre de l'Intérieur ! Il n'est pas mauvais, de temps en temps, dans le « Populaire » dont malheureusement les pages sont limitées, de réimprimer certains discours de l'époque, ne serait-ce que pour rappeler à quelque modestie ceux qui tenaient alors un langage que n'oserait jamais signer aucun Membre du Parti !

Et il ne serait peut-être pas mauvais non plus que l'on publie, qu'on republie, les propos que tenait, sans notre aval à tous, le Président du Groupe Parlementaire socialiste d'alors, apportant nos suffrages au Président du Conseil d'alors !

Parlons clair : les propos que tenait Edouard Depreux pour avaliser la politique que venaient d'expliquer Mendès-France et Mitterand, il vaudrait la peine de les réimprimer ; cela disqualifierait un certain nombre de ceux qui prétendent nous donner des leçons !

Ce n'est donc pas ce 6 février que tout a commencé !

Avant d'en venir au 6 février, ouvrons tout de même encore une parenthèse : avant cette date, il y a eu des élections législatives à la suite desquelles nous avons demandé, et je l'ai personnellement souhaité, de ne pas prendre la Présidence du Conseil. J'ai insisté pour qu'elle fût offerte à M. Mendès-France qui la refusa, comme il refusa, dans les heures qui suivirent, successivement la direction des Affaires algériennes et la direction de l'Economie.

Mais revenons-en au 6 février. Je sais qu'il est devenu de bon ton, en certains journaux, d'évoquer le souvenir de ce **« lâche qui s'enfuyait sous les tomates »**.

Nous étions là-bas quelques hommes qui, aujourd'hui, ne pensent pas semblablement à l'intérieur du Parti, et si je ne veux pas parler de mon comportement personnel, je peux porter témoignage du courage avec lequel chacun a fait front. Dès le départ, ce fut plus grave que le début du 13 mai à Alger ; il y avait la même communion, hélas ! et des factieux, et de la police locale, et de la masse de la population trompée sans l'appui de laquelle rien n'eût été possible ; sans la présence des C.R.S., dans la nuit qui précédait le 6 février, les troubles auraient pris un autre caractère et j'ai souvent eu l'occasion de penser que les blessés du service d'ordre

C.R.S. doivent apprécier avec humour l'accusation d'avoir été mis au lit, pour plusieurs semaines, par des tomates !

En réalité, un problème politique se posait déjà ce jour là.

Que criaient les manifestants ?

« ...Guy Mollet, Mendès-France, Catroux au Poteau ! »... Mais il y avait aussi un slogan politique qu'entendirent ceux qui étaient là-bas, et pas ceux qui font de l'humour en chambre pour se venger de leurs déboires personnels, ce slogan était : « **A bas le Collège unique !** » Pendant trois jours nous avons vu défiler des délégations qui exigeaient que l'on renonçat au Collège unique.

Or, dès le 6 ou 7 février, une déclaration enregistrée, qu'on peut aisément retrouver, faisait connaître à la population que le Collège unique serait appliqué en Algérie.

C'est d'ailleurs une des raisons pour lesquelles je ne croirai jamais à la sincérité de ceux qui, d'Alger, nous réclament l'intégration, alors qu'ils voulaient jeter à la mer ceux qui leur apportaient le Collège unique qui n'était pas forcément une mesure intégrationniste, mais la première mesure nécessaire à l'égalité des droits.

Mais le Groupe Parlementaire Socialiste, contrairement à ce qu'en écrivent ou disent quelques-uns aujourd'hui, l'avait fort bien senti. J'ai dans mes archives un délicieux télégramme m'annonçant la solidarité entière, l'approbation totale de notre Groupe Parlementaire à l'Assemblée Nationale. Il était signé du Président d'alors du Groupe Parlementaire, d'Edouard Depreux.

Suez et la solidarite socialiste Internationale

DEUXIEME accusation sur laquelle je serai plus bref, encore que j'aurais beaucoup à dire, c'est Suez.

On ne le dit pas trop haut, cela se passe beaucoup plus de bouche à oreille, mais la formule est toujours la même.

« **Enfin, cela a servi à quoi ?** » Je vous invite à vous rendre en Israël et à demander aux camarades socialistes de là-bas à quoi cela a servi. Ils vous diront leur conviction profonde — et ils

exagèrent, je le leur ai dit moi-même — que, sans nous, leur existence était menacée. Je crois que nous avons permis à un petit pays qui marche vers le Socialisme, qui est en train de donner des leçons à l'ensemble du monde, de sauver sa situation, et que nous avons, ce jour-là, fait notre devoir sur le plan internationaliste et sur le plan de la solidarité socialiste. Je n'insiste pas là-dessus, car je n'aime pas les causes faciles, mais je veux profiter de l'occasion pour vous rapporter un mot.

Au cours d'un récent voyage en Israël, j'ai discuté avec Ben Gourion, un des hommes qui, à mon avis, domine la pensée actuelle sur le plan socialiste. Il n'est pas seulement un grand homme d'Etat d'Israël, il est également un grand homme d'Etat international. Les visions qu'il a de l'avenir, sur les problèmes que posent l'Afrique, l'Extrême-Orient, la Sud-Amérique, que posent l'ensemble des Pays sous-développés, sont géniales et dignes d'un grand Socialiste.

Mais comme je disais à Ben Gourion ma déception, mes craintes devant l'attitude de certains qui auraient dû être à côté de nous dans cette épreuve, de certains qui se réclament parfois de la pensée socialiste, il a eu ce mot terrible : « **Hélas ! les » Socialistes capables, après avoir réfléchi, après avoir fixé les » termes de leur action en fonction des principes, capables de » prendre la décision, ne sont pas légion dans certains Partis »,** et il a ajouté : « **ils sont trop nombreux ceux qui sont seulement » capables d'expliquer et de se lamenter ! »**

Il est bien vrai que, si nous n'avions pas pris la responsabilité que nous avons prise, il y aurait certainement eu de très beaux mouvements de foule dans les jours qui auraient suivi, des discours éloquents sur les enfants d'Israël, probablement même des souscriptions internationales.

Ce n'est pas comme cela, à mon avis, que se manifeste la solidarité socialiste !

Les Enseignements du 13 Mai 1958

LE troisième cas sur lequel il faut toujours revenir, c'est le 13 mai, et j'ai écrit, dans le préambule au Rapport Général d'activité,

qu'il y avait un certain nombre de fautes à éviter. Je veux en retenir trois :

— La première serait de nier aujourd'hui la réalité ou la gravité des dangers qui nous menaçaient il y a un an.

— La seconde consisterait à passer son temps à tenter de justifier sa propre attitude en ces heures là...

Sans en refaire l'historique, Camarades, je vous demande simplement de tenir compte d'un fait : nous n'étions pas dans le Gouvernement de Pflimlin puisque nous venions de décider de ne plus participer. Mais devant la gravité des circonstances du 13 mai, le 15, dans une réunion du Groupe Parlementaire et du Comité Directeur, nous décidions de voler au secours, dans la mesure du possible, du pouvoir légal. Ce geste n'impliquait pas l'approbation, si peu que ce soit, du programme de Pflimlin, puisque nous n'en avions pas discuté, mais il marquait notre volonté d'être présents puisque les institutions légales étaient en danger.

Dans ce Gouvernement étaient quatre Représentants du Parti, quatre Représentants dont la seule énumération montre à l'évidence, aujourd'hui, qu'ils n'avaient pas, à priori, décidé d'être d'accord : Max Lejeune, Jules Moch, Albert Gazier et moi-même.

Or il se trouve, même si les conclusions tirées ensuite ne sont pas les mêmes, que dans l'appréciation de la gravité de la situation nous sommes tombés d'accord.

Car il est incontestable que police, armée, administration, tout lâchait, malgré l'autorité de certains hommes, autorité qui s'est manifestée en d'autres circonstances avec notre approbation.

Notre réaction a été de dire : « **Il n'y a qu'une réponse, la réponse populaire, et il faut l'organiser** ».

Dans mon bureau rue de Varenne ont défilé, pendant une nuit entière, les Représentants des Organisations syndicales libres et, malgré l'insistance qu'y mettaient des hommes qui aujourd'hui, ici, ne défendent pas les mêmes thèses, ces Représentants faisaient part, non pas de leur sentiment, mais du sentiment qu'ils sentaient chez leurs mandants d'un refus de l'action. Et il ne faut pas condamner, il ne faut pas dire qu'il y avait je ne sais quelle veulerie dans la classe ouvrière ; non ! il y avait ce qui se produit souvent dans ces cas là, une désapprobation, une incompréhension de ce qui se passait. — Les vrais responsables de la situation, où nous

avons tous notre part, les vrais responsables étaient ceux qui, depuis des années, renversaient Gouvernement après Gouvernement sans que le suivant puisse être différent du précédent. Voilà où était le drame !

Quand on voit inlassablement l'alliance d'éléments opposés, hétérogènes, le Parti Communiste et l'extrême-droite, former des majorités de circonstance pour renverser le Gouvernement, mais en même temps obliger les groupes ainsi minorisés à reformer le lendemain, entre eux, le Gouvernement suivant en changeant les hommes de place, ou quelques-uns de fonction, alors plus rien n'est possible !

Le Pays ne voulait plus voir cela, et la classe ouvrière pas davantage.

De plus, dans des cas comme celui-là il y a toujours un bouc émissaire et « le Parlementaire » était devenu ce bouc émissaire ! C'était malhonnête, injuste. Peu à peu on rendra justice aux hommes de la IVe République, c'est probable ! Mais il y a un argument qu'on ne peut pas continuer à employer, qu'il faut que vous tuiez, quelle que soit votre opinion à l'intérieur du Parti : c'est l'argument utilisé par les Communistes ou par leurs compagnons de route, ceux qui sont en train de le devenir sans s'en rendre compte : **« S'il n'y a pas eu cette réaction populaire, c'est à cause de la » trahison de Guy Mollet. Si Guy Mollet n'avait pas amené la » majorité des Militants de son Parti à prendre la position qu'ils » ont prise, la réaction populaire aurait eu lieu ! »**

Camarades, c'est le plus invraisemblable mensonge qu'on ait inventé depuis la Libération !

1° Ils ont essayé, car la C.G.T. a lancé des ordres de grève, qui n'ont jamais été suivis !

2° Cela relève du simple bon sens, car cela supposerait que Guy Mollet — que je m'excuse de devoir si souvent citer — aurait acquis une telle autorité dans le Parti Communiste que les troupes de ce Parti n'auraient pas bougé malgré les ordres de Thorez et de Frachon !

Et il faudrait prendre cela au sérieux, il faudrait le faire croire aux auditoires populaires ? Voyons ! Ce n'est pas vrai, ce s'est pas l'autorité de Guy Mollet qui a grandi sur ces gens-là, c'est celle

de Benoît Frachon, de Thorez, de Duclos qui était tombée à zéro... ce qui n'est tout de même pas la même chose !

Existe-t-il encore des risques de fascisme en France ?

DEUXIEME erreur, que je n'ai pas comprise dans la bouche de quelques-uns, c'est de nier qu'aujourd'hui l'essentiel des libertés démocratiques est préservé.

Voyons ! Qu'il y ait un certain nombre de menaces, j'y viendrai tout à l'heure. Que ce Pays ne vive pas actuellement le régime dont nous rêvions, il n'y a pas de doute. Avant non plus, d'ailleurs !

Est-ce qu'il n'y a pas aujourd'hui des Partis libres dans un Pays libre ? En quoi notre Parti n'est-il pas libre ? Quels sont les critères essentiels du maintien des grandes libertés, dont la première est la liberté d'association ?

Il existe actuellement de par le monde des Pays démocratiques où le Parti Communiste est interdit.

Aujourd'hui, en France, le Parti Communiste n'est pas interdit, mais libre, et l'homme qui est à cette tribune s'en félicite et, aussi longtemps qu'il aura une autorité à l'intérieur du Parti, il se battra pour que l'on empêche la dissolution du Parti Communiste.

Essayer de régler par la force un problème comme celui là est la pire des erreurs qui puisse être commise ; c'est par l'amélioration du sort des travailleurs, par le débourrage des crânes qu'il faut reconquérir la classe ouvrière, mais pas par la force !

La seconde est la liberté d'expression, de parole et de presse. Oui ! il y a un certain nombre d'infractions ; de temps en temps, journaux, revues ou livres se trouvent interdits. Nous devons le dénoncer chaque fois, mais connaissez-vous un pays vraiment libre où les excès d'une certaine presse soient possibles comme ils le sont chez nous ?

Quelquefois ce n'est pas la loi qui l'interdit, mais simplement une sorte de morale publique, un consentement général ,et jamais

vous ne verrez, dans la presse de certains Pays amis, ce que l'on voit dans la nôtre !

Il y a peu de pays où des journaux comme « L'Humanité » ou « Rivarol » peuvent se permettre ce qu'ils se permettent en France. L'essentiel de nos libertés est donc préservé.

Et ceci m'amène à dénoncer la troisième erreur à ne pas commettre : fermer les yeux sur les menaces qui demeurent, car elles restent grandes.

Nous devrions être d'accord sur ce point.

Il y a encore des risques de fascisme, cela ne fait aucun doute ! Ce qui s'est fait le 13 mai à Alger n'a été possible, vous le savez, que par une conjonction de forces.

Le danger essentiel est qu'il reste un certain nombre de fascistes qui avaient rêvé de se débarrasser de la République. Ils n'y ont pas renoncé ! Ils l'écrivent en clair, grâce à cette liberté de la presse dont je parlais tout à l'heure.

Ceux-là proclament ouvertement que de Gaulle ou bien est un imbécile ou bien est un traître.

C'est un traître s'il leur a soustrait leur victoire ; c'est un imbécile s'il s'est laissé tromper par les « politicards ». Ces fascistes n'ont pas désarmé ; ils pensent recommencer, c'est une évidence, et si leurs chances sont faibles avec l'actuel Président de la République — dont je parlerai plus longuement tout à l'heure — elles deviendraient grandes dans le cas de sa disparition.

Le risque bolchevique existe toujours, lui aussi ! Car des fautes sont commises, sur le plan économique et social, qui ont évidemment « redoré le blason » du Parti Communiste. Une partie de ce million et demi de Travailleurs qui avaient lâché le bolchevisme, à un certain moment, lui reviennent parce que désemparés.

Enfin, il y a cet autre risque qui est la faiblesse de la majorité du régime actuel. La conscience qu'ont les hommes de cette majorité de n'être que des provisoires... leur donne cette espèce d'âpreté, de hâte dirais-je, que manifestent les vieillards moribonds. Ils sont 180 qui savent qu'ils ne seront pas réélus Députés, et ma foi, pour utiliser ce pouvoir le temps qu'ils l'ont, ou pour le garder, le risque existe de les voir peu à peu transformer entièrement un régime qui pouvait être autre chose.

Pourquoi alors essayer de nous opposer les uns aux autres dans l'étude des risques d'aujourd'hui sous prétexte que nous n'en faisions pas la même appréciation hier ?

⁂

Pas de nouveau Munich !

VENONS-EN maintenant à l'étude des problèmes, car ce qui m'importe, c'est moins de savoir qui appliquera une politique que de définir quelle est la politique qu'il nous faut appliquer. Et, tout d'abord, la politique internationale !

Parlant au nom du groupe j'ai eu l'occasion, à l'Assemblée Nationale, de dire ce que je pensais de la situation présente. Je me bornerai simplement ici à en reprendre les grandes lignes. Ma conviction absolue est que l'année que nous vivons est une année déterminante pour la politique mondiale.

Nous sommes revenus en 1938 !... Et sur ce point je veux m'expliquer devant les camarades du Parti.

En 1938, il y a eu dans le Parti un certain nombre d'hommes qui, honnêtement, loyalement, sincèrement, ont accepté des thèses qu'aujourd'hui on baptise du terme méprisant de « Munichoises ». Il en est parmi ceux là qui furent des amis, même si leur comportement par la suite a été peu glorieux. Je n'ai jamais honte de reconnaître mes amis ; un homme comme Zoretti fut un de mes amis, j'ai honneur à le dire, quel qu'ait été son comportement par la suite. Je sais combien il était sincère, et nous n'avons pas le droit de nous amuser à je ne sais quelle condamnation rétrospective. Mais la connaissance de l'erreur qu'ils firent doit nous amener à ne plus commettre jamais la même erreur.

Aujourd'hui, c'est exactement le même problème qui se pose.

En effet, « Munich » n'a pas commencé à Munich ! L'abandon a commencé à propos de l'Abyssinie, lorsqu'on a permis à Laval de ne pas laisser appliquer les sanctions. Le jour où l'agresseur sait que l'on va de concession en concession, il n'est plus de limite à ses ambitions. J'ai la conviction que, si l'on épargne la guerre aux peuples pendant les vingt années qui viennent, sera réglé le problème essentiel qui divise le monde aujourd'hui, celui des rapports entre le bolchevisme tel qu'il est conçu en Union Soviétique et le

monde libre, car dans vingt années les problèmes seront autres que ceux qui nous sont posés aujourd'hui. Ceci est ma conviction profonde.

Il faut donc se demander comment on peut, dans l'immédiat, éviter la guerre ?... Comment assurer vingt ans de paix ? Il y a deux méthodes ; il y a celle qui consiste à ne jamais accepter, pendant vingt ans, de donner prise aux menaces. Si chaque fois que, dans un discours tonitruant, on nous menace de nous envoyer des fusées, si, chaque fois que ce langage sera tenu, nous nous laissons aller à un début de concession, alors nous aurons la guerre avant les vingt ans, avant même les dix ans qui viennent !

Si au contraire, conscients qu'il y a là-bas des hommes qui, comme nous, plus que nous — car nous sommes en Démocratie — ont tout de même la responsabilité des masses qui leur sont confiées et des vies humaines que cela représente, qui ont un régime politiue auquel ils croient — car ce sont des sincères — on peut penser qu'ils ne prendront pas ce risque de guerre dans laquelle ils savent bien qu'en fin de compte ils perdraient les batailles définitives ; ils ne le prendront pas s'ils sentent en face d'eux des hommes qui soient à la fois décidés, courageux et prêts à aller jusqu'au bout du risque. Nous ne sommes pas décidés à être des provocateurs, pas décidés non plus à ne pas étudier ce qui est sérieux comme propositions de paix.

C'est là la position qu'il eût fallu qu'on prît en 1938. Or, ce n'est pas facile, car ce problème est ignoré par l'opinion française à qui on l'a représenté sous sa forme la plus simpliste.

D'ores et déjà on entend, et dans les même milieux qu'en 1938, les mêmes propos se répandre : « **Je n'admets pas de me faire casser la figure pour Berlin...** », comme d'autres ne voulaient pas « **mourir pour Dantzig...** »

Problème allemand et alliance atlantique

NOTRE population française a tellement souffert des guerres qu'elle est profondément pacifique. Elle n'est pas la seule.

Dans l'ensemble de l'Europe nous observons cette attitude, avec chez nous en plus ceci qui est terrible : c'est que l'Allemagne a joué un tel rôle de 1870 à 1939 qu'il existe souvent en France un sentiment de xénophobie à son égard. C'est justifié si l'on pense au nazisme ; c'est injustifié si l'on pense à l'Allemagne, il faut avoir le courage de le dire.

Les Communistes de France, et d'ailleurs, ne se privent pas de faire auprès du prolétariat français cette démagogie qui consiste à dire : « **Vous allez réarmer l'Allemagne revancharde !** ».

J'ai entendu Khrouchtchev lui-même nous dire, à Christian Pineau et à moi-même : « **Comment ? On ne vous comprend pas, » vous les Français ! Vous êtes en train de refaire une alliance avec » l'Allemagne, ce Pays qui a toujours créé le malheur de la » France ? Alors qu'au contraire si nous étions, nous, vos alliés, » nous nous assurerions le contrôle de l'Allemagne !** »

C'était gentil ! C'était si plein de promesses de Paix ! Il n'y avait qu'un malheur, c'est que nous savions, et nous lui avons dit que nous le savions, qu'un mois et demi avant il avait reçu le Chancelier Adenauer, accompagné d'un certain nombre de ses Conseillers, dont le membre de l'opposition Carlo Schmidt, et qu'il leur avait tenu exactement les mêmes propos : « **On ne vous » comprend pas, vous les Allemands ! Vous savez pourtant bien » que l'Allemagne et la Russie alliées seraient les maîtres du » monde !** »

Or le problème de notre attitude va se poser à propos de Berlin, et j'entends bien avec quelle sincérité, avec quel amour de la Paix les camarades nous disent qu'on peut aller vers des formules de dégagement. Eh bien, je dis « non » ! Je suis d'accord — et je l'ai dit au nom du Parti quand le Parti l'eût décidé — que nous pouvons très bien envisager que le désarmement général commence par les zones de tension, de contact, et partout où, dans le monde, il y a danger. A la condition toutefois que ce désarmement soit général, simultané, contrôlé et adopté par tout le monde. Par contre, toute solution partielle tendant par exemple à démilitariser ou à neutraliser une fraction de l'Allemagne ne résoud même pas le problème allemand et va à l'encontre de l'unification de ce pays. Khrouchtchev n'a pas laissé là-dessus la moindre illusion aux camarades allemands qui sont allés le voir et la raison fondamentale de leur action se trouve ainsi diminuée.

Il y a plus grave : cette politique peut présenter pour les lendemains des risques terribles. Car il ne suffit pas d'écrire dans une Motion que nous voulons ceci ou cela à la condition que les Américains ne quittent pas le continent, ne quittent pas l'Europe ! Or à partir de l'instant où on modifiera le Statut de l'Allemagne, il y a un certain nombre d'Américains qui se confirmeront dans la pensée que la défense du monde libre, avec les engins modernes, peut aussi bien se faire de leur continent que du nôtre. Je répète ici un propos que j'ai souvent tenu, et ce n'est pas ma faute si je n'ai pas changé d'avis et si les événements ne m'ont pas encore donné tort : la disparition du continent européen des Hommes américains — je ne parle pas de leur matériel, moins important pour moi que les Hommes — bouleverserait totalement la situation mondiale.

Cela dit, je ne crois pas exagérément, quand il s'agit du problème de la Paix et de la guerre, à la valeur des traités internationaux ; je crains trop que s'il y avait un conflit où une partie seulement de l'Europe était mise en cause, les Etats-Unis, s'ils n'étaient tenus que par des traités internationaux, ne se mettent à réfléchir, à discuter sur le point de savoir si les termes du contrat sont bien respectés, si cela vaut vraiment une intervention. Nous avons l'habitude d'être durs et de dire ce que nous pensons : nous les avons vus à la première guerre mondiale ne venir qu'en 1917, et à la seconde n'intervenir qu'en 1941. La seule garantie sérieuse que nous ayons est la présence humaine de représentants américains sur le continent. Dire ce que l'on pense, en politique, c'est ne pas hésiter à tenir là-dessus des propos, même sévères. Tout ce qui, à l'heure actuelle, les encouragerait à réaliser leur rêve de ramener les « boys at home » est un projet dangereux.

Deuxième risque : celui qui est représenté par l'Allemagne elle-même. Camarades français, il y a une chose que vous devez bien comprendre ; si vous étiez des Social-démocrates allemands, ou même des Allemands sans être Social-démocrates, vous auriez à cœur le souci de la réunification de votre pays ; c'est une préoccupation légitime chez nos amis allemands.

Or méfiez-vous de ce qu'un jour les Russes puissent être les seuls maîtres de la décision dans ce domaine de l'unification. Le jour où Berlin-Est sera définitivement à eux, le jour où, grâce à un succès diplomatique important, ils obtiendraient que Berlin-Ouest

cesse pratiquement d'être libre, le jour où c'est le bloc oriental entier qu'ils pourraient offrir comme un appât à l'Allemagne de l'Ouest pour faire l'unification, ce serait tentant. Et si, dans le même temps, à une Allemagne qui ne serait plus gérée par les Dirigeants actuels, et qui ne le serait pas non plus par nos Camarades, mais dans laquelle naîtraient des courants nouveaux, ils pouvaient offrir tous les marchés de l'Est — « **nous vous offrons les marchés bulgare, polonais, roumain, hongrois** », etc... — j'ai peur qu'alors soit entièrement modifié l'équilibre péniblement maintenu par les Démocraties depuis des années.

La Politique Internationale du Gouvernement et la nôtre

CAMARADES, ceci m'amène à préciser quelques points : ai-je défendu dans le domaine des rapports EST-OUEST une politique qui soit d'accord avec celle du Gouvernement et avec celle de de Gaulle ?

Je crois que oui. Et l'on a dit et écrit que je ne veux pas aujourd'hui modifier ma position ; c'est vrai, je crois, et je dis même que j'ai confiance dans la politique que de Gaulle fait sur ce plan-là.

Et ceci me met d'autant plus à l'aise pour préciser les points sur lesquels j'ai déjà affirmé mon désaccord.

Qui, le premier, sinon moi, a dénoncé à la tribune de l'Assemblée Nationale la volonté du Gouvernement français, donc de De Gaulle, d'introduire l'Espagne franquiste dans l'O.T.A.N. ? Si notre propos était de gagner une guerre, alors, bien sûr, la guerre déclarée, on ne chercherait pas quelle est la couleur de notre allié, nous avons bien eu avec nous la Russie soviétique en d'autres heures ! Mais si notre propos est justement d'empêcher que pendant vingt ans une guerre ne puisse éclater, nous avons besoin des forces et de la volonté des Démocrates, mais nous avons encore bien plus besoin de l'appui des opinions publiques. Or comment voulez-vous convaincre les opinions publiques que vous voulez empêcher un succès des dictateurs si vous mettez

des dictateurs dans votre camp ? Personne d'autre que votre Secrétaire Général n'a tenu ces propos à la tribune de l'Assemblée Nationale.

Et qui encore a dénoncé à la tribune de l'Assemblée Nationale les menaces contre l'unité atlantique ? Bien sûr, je n'ai pas pu parler du départ de l'aviation américaine vers l'Angleterre, puisque ce n'était pas fait ! Mais j'ai dénoncé la décision concernant la Marine, qui venait d'être récemment prise, et qui est, à mon avis, une faute. Je ne suis pas en désaccord avec certains des objectifs, car il est légitime que la France trouve une place plus grande à l'intérieur du Conseil Atlantique. Il est légitime que l'on demande que le Conseil Atlantique ne limite pas ses buts à l'Europe, alors qu'on est en train de la contourner et que les problèmes de l'aide aux Pays sous-développés viennent au premier rang. Il est légitime qu'on ait de tels objectifs, mais il est erronné d'employer pour y parvenir les méthodes utilisées.

Il y a enfin un problème que j'ai trop peu entendu évoquer aujourd'hui, auquel notre désaccord avec la politique gouvernementale doit être lié. Le critère, en politique internationale, c'est l'attitude du Gouvernement à l'égard de l'unification européenne. Là il commet une faute, et une faute grave. Soyons honnêtes, objectifs... essayons de l'être ! De Gaulle a, en un an, fait un effort extraordinaire, méritoire, qui peut à l'heure actuelle nous aider à sauver la Paix du monde. Il a réalisé avec l'Allemagne, lui, De Gaulle, un rapprochement que très peu de ceux qui disaient le connaître auraient pu supposer il y a un an et demi. Un rapprochement salutaire, et qui était pour les Français une nécessité. Seulement, ce n'est pas une politique européenne, c'est seulement un rapprochement franco-allemand. C'est bien, mais c'est nettement insuffisant, et, quand nous entendons à l'heure actuelle tenir certains propos sur l'Europe des patries, voire prendre certaines attitudes en ce qui concerne la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier, sur les problèmes de demain concernant l'Europe, il faut que nous disions notre inquiétude. Il faut que nous proclamions notre volonté de voir les choses changer...

La Communauté, une veritable révolution que nous ne laisserons pas devier...

IL ne faudrait pas oublier deux faits dans notre appréciation des problèmes de la Communauté. Le premier, c'est que les décisions prises l'année dernière, sur le plan constitutionnel, représentent un progrès considérable.

Ceux d'entre vous qui connaissent la question doivent se demander avec joie où nous en serions-nous sans ces décisions. La situation évoluait vite, là-bas. Que de drames, et de drames peut-être sanglants, ont été évités par ces décisions de l'année dernière ! C'est la première constatation.

La seconde, que nous pouvons faire avec orgueil, Camarades, c'est que si les décisions de l'année dernière furent possibles, c'est parce qu'elles avaient été préparées par notre politique à tous.

Une évolution comme celle qui vient de se passer dans la Communauté est une véritable révolution ! Mais là encore, il nous faut faire courageusement le point. D'accord avec ce qui a été fait, d'accord avec ce qui évolue, nous ne sommes pas d'accord, par contre, avec certaines des méthodes d'application. A l'heure actuelle, dans l'Administration française, dans les équipes gouvernementales françaises, il y a des gens qui sont en train d'essayer de revenir sur ce qui fut fait de généreux l'an dernier. Ces gens ne comprennent même pas l'immensité du problème et, par la petite porte, essaient de restaurer l'Empire français tel qu'ils le conçoivent.

Nous devons, nous Socialistes, nous rendre compte que la marche à la véritable indépendance de ces pays passe par la coopération avec nous ; sans nous, ils seraient condamnés à n'être que politiquement et apparemment indépendants ; grâce à nous, ils n'iront pas à leur indépendance par n'importe quelle voie.

La bourgeoisie française ne se rend pas compte que, dans ce coin du monde, l'option n'est pas entre eux, les bourgeois, et les bolcheviques. L'option est entre les bolcheviques et un système socialiste que nous ne pouvons pas définir nous-mêmes, qui est à

préciser par les intéressés eux-mêmes. Là est le choix, et le choix unique ! Seulement, il nous faut faire nous-mêmes notre propre choix, comprendre que si nous essayons de leur proposer, de leur imposer nos formes de Démocratie, nos manières de pensée, nos façons de concevoir le socialisme, alors nous avons perdu ! Ils ont leurs conceptions, il nous faut le comprendre. Et l'option est assez importante pour que, comme je l'espère, la Commission des Résolutions de notre Congrès consacre à ce problème une étude sérieuse.

Pas de solution exclusivement militaire ou économique au drame algérien

JE vais résumer ce qu'est à ce jour la position du Parti et ce qu'elle était avant ce Congrès sur le problème algérien.

Ce qui n'est pas possible, pour résoudre le problème algérien, c'est d'escompter une solution militaire. Tous ceux qui ont cru, à un moment, qu'on peut espérer une solution militaire, dans un sens ou dans l'autre, se sont trompés. Beaucoup d'ailleurs commencent à le reconnaître.

Quelques mots d'explication, car la mauvaise foi est telle qu'il faut souvent commenter ses propres propos. Dire qu'il n'y a pas de solution militaire ne veut pas dire qu'il faut arrêter l'effort militaire. Jamais, à aucun moment, les Socialistes n'ont tenu ni ne tiennent ce propos. Ce que nous voulons dire, c'est que ceux qui pensent que, seule, la solution militaire réglerait le problème, ont tort.

On peut gagner une guerre, mais on ne gagne pas une guérilla. Une solution strictement militaire n'empêcherait pas que ne se reposent, dans cinq ou dix ans, la démagogie jouant son rôle, les problèmes d'aujourd'hui.

Le F.L.N., c'est-à-dire ceux qui, actuellement, dirigent l'action militaire de l'autre côté, est en train de reconnaître peu à peu que lui non plus ne l'emportera pas par les armes. C'est un fait nouveau.. Ils ont cru longtemps à un nouveau Dien Bien Phu. Ils ont cru longtemps qu'ils auraient la possibilité de chasser militairement les Français, ou bien alors ils espéraient l'épuisement militaire,

l'épuisement économique ou l'épuisement moral de la France. Cet espoir disparaît et, si je le souligne — cela ne manque pas d'importance — c'est qu'à partir du moment où s'impose cette idée que la solution militaire ne suffira pas, à partir de ce moment donc on comprend, chez les uns comme chez les autres, qu'est nécessaire la négociation sur le cessez-le-feu.

Une notion qu'il faut que les Socialistes rendent évidente, c'est qu'il n'y aura pas non plus une solution seulement économique et sociale. Nous assistons à ce sujet à un phénomène qui devrait nous remplir de satisfaction, c'est la transformation de l'état d'esprit de la bourgeoisie française. Nous, les Socialistes, avons dit, parce que c'était évident, dès les premières heures de nos prises de responsabilités dans ce domaine, qu'il fallait transformer économiquement et socialement l'Algérie. Et la bourgeoisie française ne comprenait pas toujours. Pour une partie d'entre elle, là où il n'y a plus de profit il n'y a vraiment pas intérêt à demeurer. Nous avons pu entendre ou lire des déclarations, en ce qui concerne l'Afrique noire, qui étaient au moins curieuses et, si l'on sondait les cœurs et les reins d'une partie de la bourgeoisie française, à l'heure qu'il est, on trouverait peut-être beaucoup moins de volonté en ce qui concerne l'Algérie qu'il n'en est proclamé à la tribune de l'Assemblée.

Mais nous assistons à ceci de paradoxal : voilà qu'on a découvert, dans certaines sphères, l'importance de l'économique et du social, et voilà les intéressés convaincus que cela suffit à régler le problème algérien. Ce n'est pas vrai ! De la même façon qu'il ne faut pas nier l'importance et la nécessité de l'effort militaire, tout en contestant que, seule, la solution militaire puisse suffire, de la même façon il faut imposer l'effort économique et l'effort social, mais il ne faut laisser croire à personne qu'il sera suffisant pour régler le problème.

A certains égards même, l'effort économique et social peut compliquer la solution. Le transfert sur les côtes d'une partie de la population, la création d'un prolétariat manuel sur la zone côtière donneront au combat politique un aspect nouveau.

Il faut avoir conscience de ces problèmes.

Mais alors, puisque ni la solution militaire à elle seule, ni la solution économique et sociale à elle seule, ne suffisent, la conviction s'impose qu'il faut donc qu'on en arrive à la solution politique.

Je suis quelquefois confus lorsqu'en réunion publique ou même à cette tribune j'en arrive à ces propos, car j'ai vraiment l'impres-

sion que nous nous répétons, que nous tenons inlassablement le même langage, que notre seul tort est d'avoir dans ce domaine eu raison trop vite contre des événements qui, eux, étaient trop têtus.

Solution politique donc ! Là encore commençons par dire ce que nous ne voulons pas, parce que nous savons que ce n'est pas possible.

Intégration ? Je disais tout à l'heure, dans un autre moment de mon intervention, pourquoi je ne pouvais pas croire à la volonté intégrationniste de ceux qui voulaient nous jeter à la mer à cause du Collège unique ; je n'y crois toujours pas ; je considère que c'est un artifice pour la grande majorité d'entre eux. Ce qu'ils ont voulu nous proposer, avec leur soi-disant intégration, c'est un transfert des responsabilités. Se sentant à un contre dix dans la seule Algérie, ils ont cherché à se trouver dix contre 48 en y mettant ensemble Algériens et Européens. Ce n'est pas autre chose que ce raisonnement mathématique qui a poussé certains d'entre eux.

Beaucoup d'Européens — encore qu'il en est qui soient sincères, et certains chefs de l'Armée le sont aussi — « veulent » donc l'intégration. Mais je dis non, non, sauf si un jour, librement consultés, les intéressés nous disaient : « **C'est l'intégration que nous voulons !** ». Je n'y crois pas. L'heure est passée. Il fut un temps où la chose était possible. Je demande simplement aux Camarades, lorsqu'il leur faut expliquer notre thèse en public, qu'ils ne dénoncent pas l'intégration comme si elle était quelque chose de non socialiste. Ce n'est pas vrai ! L'intégration eût pu être une solution socialiste. Le fait que des hommes, quelle que soit leur couleur, quelle que soit leur religion, quel que soit leur tempérament, deviennent totalement des égaux, ne serait pas du tout contraire à notre pensée, mais à une condition unique, c'est que cela corresponde à leur désir. Ce que nous affirmons, simplement, c'est que nous ne le croyons sincèrement pas.

Quant à notre condamnation d'une fausse indépendance politique n'assurant ni le respect des règles démocratiques ni celui des droits des minorités, je crois inutile de revenir longuement sur ce propos.

⁂

Les criteres d'une solution politique en Algérie

ALORS, solution politique ? Faut-il que nous tenions une nouvelle fois de dire ce que sera l'Algérie du lendemain ? De quoi sera fait « **le reste** » ? Je ne le crois pas. J'ai, à plusieurs reprises, dit quelle était la chance de De Gaulle, dans ce domaine, par rapport à nous tous, quand nous étions au Gouvernement, et je vais me répéter.

Quand nous étions aux postes de responsabilité, il se trouvait toujours à la Chambre « un ultra » quelconque, au Sénat un Debré pour venir nous dire : « **Qu'est-ce que vous ferez demain ? Qu'est-ce que vous allez faire dans trois mois ? Cette action ne vous mènera-t-elle pas à ce résultat ?** »

Etant donné le jeu tel qu'il se menait, avec les règles d'alors, il nous fallait mettre à l'épreuve notre imagination pour dire : « **Eh bien, oui, voici ce à quoi nous voulons aller** ». Et les uns de parler de Gouvernements locaux, de Gouvernements régionaux, de division en ceci, en cela, des efforts faits pour la loi-cadre dans un sens ou dans l'autre, alors qu'évidemment c'était en soi une erreur. C'est en soi une erreur de vouloir aujourd'hui, quand dans un texte on parle de négociation nécessaire, prévoir quel est le terme de la négociation. Ou bien vous êtes des marchands de tapis — je m'excuse de la formule — et vous ne dites pas sincèrement quel est le terme de votre négociation, parce que vous savez que le disant il cessera d'en être le terme pour en devenir le point de départ, et ceci vous interdit alors la loyauté dans l'exposé de vos objectifs, ou bien alors vous êtes une dupe, vous êtes un naïf si, au moment où vous engagez une discussion, vous dites « **Voilà où je vais** », car il n'y a plus de discussion possible.

Non ! Ce qu'il nous faut dire sur ce problème, c'est quels sont les critères au-delà desquels il est impossible de transiger, et puis ce que sont les méthodes possibles.

Les critères je les rappelle, car nous les avons tous, ou presque tous, fixés ensemble :

1° Egalité totale des droits ; nous n'acceptons absolument plus quelque discrimination, quelque différenciation que ce soit.

2° Règle de la majorité.

3° Respect de toutes les minorités ; respect garanti, pas seulement respect affirmé, de toutes les minorités.

4° Constatation, je ne dis pas revendication, je dis constatation, qu'il existe une personnalité algérienne. Cela, il faut le répéter.

5° Enfin, évident intérêt qu'il y a, soit pour garantir les droits des minorités, soit pour affirmer cette personnalité algérienne, que tous les intéressés prennent conscience que leurs liens avec la France métropolitaine ne doivent pas être rompus.

Voilà les principes, les critères simples. Il faut les rappeler.

Quant aux méthodes, Camarades, j'entends discuter autour de nous pour savoir si on a gardé le tryptique ou si on y a renoncé. Cela ne me paraît pas sérieux. Suis-je ou ne suis-je pas l'auteur du tryptique ? Je n'en sais rien ! J'ai l'impression que nous appartenions à une même équipe ministérielle, à un même Parti, et que nous avons mis cela ensemble sur pied, que c'était quelque chose qui, quant à la méthode, n'était pas sans valeur puisque le Représentant du Gouvernement sur le plan international le faisait comprendre, même si c'était difficile.

Depuis, nous avons eu le Congrès d'Issy-les-Moulineaux. Ensemble, nous y avons constaté ce qu'il y avait à améliorer et demain, si les faits, si l'évidence nous démontraient qu'il est d'autres méthodes que celles-là, croyez-vous que je resterais attaché à ce slogan, à ce tryptique, par je ne sais quel orgueil d'auteur, alors que je ne sais même pas si j'en suis le père ? Non ! Ce que nous devons essayer, c'est d'avoir une position logique.

La position logique, quant à la méthode, qu'est-elle ? Il faut, de toute évidence, faire cesser le feu ; on ne peut pas faire cesser le feu si on ne s'adresse pas à ceux qui se battent ; dans ce domaine, il n'est donc pas question d'aller discuter avec ceux qui ne se battent pas. Il faut bien, c'est une évidence, c'est le simple bon sens, que le cessez-le-feu soit discuté avec ceux qui se battent, donc que les offres en soient renouvelées, mais qu'elles soient honnêtes, qu'elles soient loyales. Elles l'ont été et j'affirme, quelles que soient mes réserves par ailleurs, qu'elles le sont dans les propositions du Général De Gaulle, que c'est par une volonté de fausse interprétation que l'on donne à « la paix des braves » une autre signification que celle qu'il lui donnait dans sa conférence de presse.

Il faut renouveler, il faut compléter, il faut que les **intéressés,** au moment où ils signent le cessez-le-feu, sachent des deux côtés ce que cela veut dire. Il ne s'agit pas d'une reddition ; cela suppose donc des garanties mutuelles, réciproques. Mais ne l'avons-nous pas toujours dit, et ce, dès la première heure de notre propre Gouvernement ?

Voilà la première des affirmations.

Au cours de cette négociation sur les contacts nécessaires au cessez-le-feu sera-t-il parlé d'autre chose ?

Affirmer qu'il ne sera pas parlé d'autre chose serait évidemment ridicule, mais dire qu'il **doit** être parlé d'autre chose serait excessivement dangereux.

Enfin, pourquoi nier l'évidence ?

Il est évident que parmi les garanties que certains demanderont, il y aura la garantie qu'ils pourront, sur le plan politique, tenter leur chance démocratiquement. C'est évident ! Donc il sera bien parlé d'autre chose. Mais affirmer qu'il **doit** être parlé de politique signifierait que vous concédez à ceux qui se battent la représentation officielle de l'Algérie. Or rien n'est plus faux.

Nous avons dit : 1° Cessez-le-feu. Et d'autre part, à Issy-les-Moulineaux, nous avons, en quelque sorte, transformé le tryptique en dyptique : 1° Cessez-le-feu ; 2° Négociation sur le « **reste** »..

Pour cette négociation sur le « **reste** », ce seront — car on n'a pas du tout renoncé à cette hypothèse — les élus librement désignés (si des élections valables peuvent avoir lieu) qui y participeront, mais cela pourra être, en plus de ceux-là, d'autres, tous ceux qui peuvent être considérés comme qualifiés pour représenter les populations algériennes.

Supposons que demain il y ait une acceptation du cessez-le-feu et que des conversations commencent ; tout le monde est prêt à ce que siègent un certain nombre de Représentants du F.L.N. qui, s'ils ne sont pas représentatifs de l'ensemble de l'Algérie, sont représentatifs d'une fraction de celle-ci ; et puis, il y aura Messali Hadj et d'autres, les représentants des Organisations culturelles, des Organisations syndicales, et puis des Représentants de l'ensemble, soit Kabyles, soit Arabes, soit Mosabites, soit Européens. Quel est celui d'entre nous qui refuserait sous prétexte que ce n'était pas écrit dans l'ordre du jour ?

Mais il en est qui disent : « **Reconnaissons le droit à l'indépen-**

dance » ; d'autres qui demandent la reconnaissance du F. L. N. Non ! je ne suis pas d'accord ! Pas plus que je ne serai jamais d'accord sur la solution du problème de Berlin, à titre définitif, autrement que par des élections libres, je ne serai jamais d'accord sur la solution du problème algérien par d'autre solution que celle qui consiste à ne pas donner à l'homme qui se bat le privilège de représenter une population à qui il n'a pas demandé son avis.

Et j'ajoute que si les intéressés ont toujours refusé les élections libres en Algérie, c'est qu'ils n'ont pas une telle confiance dans leur succès dans cette opération, même si elle se déroulait, comme nous l'avons proposé, sous contrôle international.



La Constitution et sa mise en application

LE premier problème de politique intérieure que nous aborderons est celui de la Constitution.

Première observation, et ce n'est pas la première fois que je la fais à cette tribune : je ne crois pas aux Constitutions. Je l'ai dit souvent, je continue à le penser, et j'explique ce que je veux dire.

Je ne dis pas qu'il ne soit pas bon d'avoir des règles, encore qu'il y a des Pays qui vivent sans en avoir, mais j'affirme que le problème, pour un pays, est beaucoup plus un problème de rapport de forces qu'un problème de textes.

Vous pouvez vous donner la meilleure Constitution du monde ; le jour où, dans un Pays, il y aura une volonté majoritaire pour détruire ce que vous aurez bâti, ce n'est pas votre chiffon de papier, votre mur d'encre qui l'empêchera !

Je ne crois donc pas à la valeur de l'argument qui consiste à dire que la responsabilité de tout ce qui se passe aujourd'hui repose sur le texte constitutionnel. Ce n'est pas vrai !

Ce qui se passe aujourd'hui en France est la résultante évidente du rapport des forces tel qu'il s'est manifesté dans les élections de novembre.

Aux camarades qui sont encore assez gentils pour ne pas nous demander de reconnaître notre erreur, je vais demander ce qui se serait passé si on les avait écoutés ? Ah ! évidemment, c'est plus facile parce qu'on est dans le domaine de l'hypothèse, vous ne courez pas le risque qu'on puisse jamais vous reprocher le résultat de votre vote ! Mais tout de même, vous nous faisiez alors des propositions ; quelques-uns nous disaient : « **Il n'y a qu'à garder l'ancienne Constitution** », et d'autres : « **Il n'y a qu'à faire une Constituante** » ; ne l'avons-nous pas tous entendu dans cette salle ?

Dites-moi, Camarades, si on avait fait de la Chambre actuelle une Constituante, ne croyez-vous pas qu'elle serait curieuse la Constitution ?

L'application qui est faite de la Constitution et les conséquences qu'on en a tirées quant à la vie des Assemblées sont en contradiction absolue avec l'esprit des Constituants, si l'on considère comme tels les cinq ou six personnages qu'on réunissait régulièrement dans le bureau du Président du Conseil d'alors, le Général De Gaulle, et qui élaboraient le texte constitutionnel.

Si j'ai le désavantage, aux yeux de certains, d'avoir figuré parmi ces Constituants, cela me donne le privilège de savoir ce qu'on y faisait. Il faudra bien qu'on publie un jour les textes interprétatifs, et l'on se rendra compte alors que les décisions qui viennent d'intervenir n'étaient pas du tout impliquées par la Constitution. Absolument pas ! Une toute autre interprétation en était possible. En fournirai-je un exemple ?

J'ai un jour, à la tribune de la Télévision française, au moment où nous travaillions en vue du vote de la Constitution, agissant es-qualité comme Ministre, expliqué la Constitution en des termes qui ne permettent pas l'interprétation que l'on en fait aujourd'hui.

Il y a là un abus caractérisé, l'intervention, la pression faite par l'Exécutif, par le Premier Ministre, est intolérable, et la tolérance du Président de la République n'est pas acceptable ! De Gaulle commet une erreur, mais ce n'est pas la seule et j'ai l'intention de parler de quelques autres, car si je suis d'accord avec certains actes, il en est d'autres que je n'ai pas attendu la journée d'aujourd'hui pour dénoncer !

Toutes les Constitutions peuvent mener au pire selon l'usage qui en est fait. La IIIe, à laquelle certains Camarades se réfèrent, pouvait être monarchiste ; elle avait été faite pour cela !

La IVe était susceptible de nous mener à une certaine forme de démagogie anarchiste.

La Ve sera ce que le Pays voudra qu'elle soit, elle sera ce que nous la ferons, son application commence seulement. En ce qui me concerne, je n'ai jamais voulu croire à une menace de dictature de la part de De Gaulle, jamais ! Car même dans les périodes où j'ai dénoncé, à l'époque du R.P.F., les risques que nous courions (vous pouvez relire tous mes écrits) j'ai toujours dit clairement ma conviction que je me refusais à croire à une volonté de dictature de De Gaulle.

Parmi les arguments, il y en a un qui est simple, mais le bon sens me paraît toujours une bonne référence : c'est que si cet homme avait voulu être un dictateur, il l'aurait été en 1944 et 1945 où tout le monde le lui offrait ; il a alors refusé de le devenir.

Mais il n'en reste pas moins que nous devons nous prononcer, non pas sur la volonté personnelle de De Gaulle d'être un dictateur, mais sur les risques qu'il nous fait courir d'instituer, non pas à son profit, mais au profit d'autres, un régime dictatorial.

Nous nous prononcerons sur ce sujet, en définitive, sur la base du test suivant qui sera à mes yeux décisif : laissera-t-il derrière lui des institutions qui permettent la survie de la Démocratie ou non ?

Sous couvert de son nom et de sa personne, est-ce que ces institutions seront soumises à une détérioration progressive ?

Voilà quel est le test, voilà quel est le critère !

Seulement, Camarades, ce dont je vous conjure, le test étant ainsi posé, c'est de ne pas attendre de savoir si De Gaulle et d'autres feront en sorte que les choses s'orientent dans tel ou tel sens, mais de décider que nous sommes autre chose que des spectateurs, des censeurs, autre chose que des gens chargés d'apprécier dans quelques années dans quel sens cela aura évolué, de décider que nous sommes des hommes politiques et que les hommes savent agir sur les circonstances, sans qu'ils ne méritent pas d'être des hommes politiques.

Une politique économique financiere et sociale désastreuse

IL est un autre problème en politique intérieure, c'est la politique économique, financière et sociale du Gouvernement.

Je ne vais presque rien dire sur ce sujet, mais on ne doit pas en déduire qu'il n'aurait pas une importance primordiale à mes yeux ; ce qu'en a dit Leenhardt, et d'autres camarades, résume parfaitement la position du Parti, et de tout le Parti ; inutile donc que j'y revienne longuement. Peu de divergences entre nous sur ce point.

La politique suivie jusqu'à cette heure par le Gouvernement, et dont il est juste de dire que le Général De Gaulle porte la responsabilité dans le choix initial, est une erreur.

On pourrait reprendre toutes les conclusions du Conseil National de Puteaux : défi au bon sens, c'est évident ! Injustice sociale, c'est évident ! Mais je ne mets l'accent que sur le dernier terme ; c'est l'erreur politique la plus invraisemblable, la plus considérable, qui pouvait être faite.

Pour mener en Algérie la politique souhaitable, pour soutenir, sur le plan international, cette politique que tout à l'heure j'expliquais, De Gaulle aurait dû sentir qu'il avait besoin d'avoir derrière lui tout ce qui est valable dans la Nation, c'est-à-dire la classe ouvrière, l'ensemble des Démocrates français.

Le choix qu'il a fait, que j'ai été le premier à dénoncer dans deux lettres, une déjà connue, une autre qui ne l'est pas encore, est un choix politique erroné au maximum. Je ne crois pas que De Gaulle, dans ce domaine, ait les mêmes préoccupations que nous ; il ne sent certainement pas ces problèmes comme nous, et surtout il est mal informé de leur aspect.

Ceci m'amène à dire combien il peut être utile, à certaines heures, qu'il entende d'autres informations que celles qui lui sont fournies par les services officiels, sinon par un entourage trop béat.

Défense de la laïcité ! Comment ? Avec qui ?

UN autre problème important de politique intérieure est la laïcité.

Je voudrais, sur ce sujet, essayer d'être relativement bref, encore que je ne peux pas permettre que ma brièveté soit interprétée comme un manque d'intérêt, ce que ne manqueraient pas de faire certains commentateurs.

Je voudrais retenir quelques idées générales.

Des laïques, au sens réel du mot laïque, il n'y en pas beaucoup en France. Le Parti Socialiste, dans son unanimité, peut se réclamer d'un souci réel de défense de la laïcité. Il est probablement la rare Organisation, si ce n'est la seule, qui puisse le faire.

Notre attitude est dépouillée de toute préoccupation ; c'est un principe, c'est une idée que nous défendons ; c'est également le souci de voir peu à peu se créer, dans la Nation, le respect de la pensée du voisin, car la laïcité n'est pas que scolaire.

Je souffre souvent de voir, à l'heure qu'il est, parce que nos adversaires ont mis l'accent sur l'aspect scolaire, qu'on limite le problème à cela, alors qu'il faut le voir sous d'autres aspects.

Nous avons là-dessus une position simple et, aujourd'hui, nous sommes confrontés à un problème. La laïcité de l'école est menacée, il faut la défendre. Elle a des adversaires que nous connaissons bien ; elle a, hélas, des défenseurs que nous connaissons trop, et certains nous proposent de défendre la laïcité avec ses pires adversaires.

Oh ! je m'entends ! Le père d'élève qui a voté communiste aux dernières élections est sincère quand il est laïque. Il l'est autant que quand il se croit communiste. Alors, que dans une réunion publique pour la défense de la laïcité, vous ne voyez pas d'inconvénients à ce qu'il soit à côté de vous — moi non plus figurez-vous ! — c'est bien ! Mais s'il s'agit d'un Dirigeant du P.C. et si vous acceptez jamais, vous, Responsable du Parti, d'être à côté de lui pour la défense de la laïcité, eh bien je le regrette, mais ou bien vous êtes une dupe, ou bien vous êtes un complice !...

Nous ne tenons pas là-dessus le même langage que les Bolche-

viks. Si vous voulez vous référer à ce qu'écrivait J. Jaurès, vous trouverez, dans le même texte qui était clair, qu'il interdisait à l'Instituteur socialiste de profiter de l'autorité morale que confère à un Enseignant sa présence face à des enfants à la conscience neuve, qu'il interdisait à ces Instituteurs socialistes, « **toute tentation de faire de l'enfant un Socialiste** ». Il écrivait : « **Il faut seulement le préparer à un suffisant esprit critique pour que, le jour où, librement, il fera son choix, il le fasse dans le sens qui est le nôtre** ».

Je vous en conjure, rappelez cela autour de vous, car si demain l'école laïque est menacée, ce sera certes par ses adversaires permanents, mais ce sera aussi à cause de la trahison interne d'un certain nombre de communistes à l'intérieur même de l'école !

Quant à notre position dans le présent combat, il faut qu'elle soit claire. Nous avons pris, au Comité Directeur et au Bureau du Parti, une décision simple, dès les premières heures : pour nous, il y a les Organisations laïques qui, par tradition, sont qualifiées pour défendre l'école, puisque c'est le problème scolaire qui est posé. Eh bien ! nous leur faisons confiance pour donner des directives. Nous appliquerons toutes les initiatives que prendra le Comité National d'Action Laïque. Nous ne voulons pas que l'initiative soit politisée. Chaque fois que le C.N.A.L. prendra une position, le Parti Socialiste invitera ses Militants à participer, à vivre l'action ainsi décidée, à la soutenir, mais il ne permettra pas que se créent des Comités où, à côté des Militants de la laïcité, il y aurait des Militants politiques, y compris communistes, cherchant à exploiter à leur profit, à dévier, à dévoyer l'action laïque ainsi engagée.

...Pour que notre combat pour la laïcité soit efficace, pour qu'il ait des chances d'entraîner derrière lui la majorité du pays, c'est-à-dire pour qu'il ne s'agisse pas de je ne sais quel « **baroud d'honneur** », pour que peu à peu notre conception de la Laïcité soit comprise dans ce Pays, deux conditions doivent être remplies : d'abord mener sans faille, sans la moindre nuance entre nous, le combat défensif actuellement engagé ; dans le même temps, rendre clair devant l'opinion publique, et particulièrement devant l'opinion ouvrière, que si nous sommes des laïques, si par là-même nous sommes des anticléricaux décidés à s'opposer à toute influence de quelque église que ce soit dans un domaine qui n'est pas le sien, par contre nous ne sommes pas des antireligieux.

Cette conception traditionnelle, permanente, du Parti, doit être rendue claire dans les heures présentes ; il faut absolument — et c'est faisable, c'est même dans un certain domaine réalisé — que des quantités d'hommes — qui se sont fourni aux problèmes posés par la vie des explications de caractère philosophique ou religieux — que des quantités d'hommes donc, qui ne sont pas des agnostiques, puissent être des nôtres en comprenant que nous sommes anticléricaux, et non pas antireligieux. Voilà les conditions qui nous permettront de résoudre ce problème.

⁂

Nous ne sommes pas, nous ne serons jamais des opportunistes

IL me faut d'abord relever une formule. A plusieurs reprises, le mot « **opportunistes** » a été utilisé à la tribune de ce Congrès. Sommes-nous des « **opportunistes** » ?

Faisons donc ensemble un retour au sein de l'Histoire. Qu'étaient les opportunistes ? Des hommes qui n'avaient aucun objectif, aucun Parti, aucun Groupement, aucune philosophie, qui ne savaient absolument pas où ils voulaient aller et qui, simplement, déterminaient à chaque instant leur attitude en fonction des événements présents. Je ne vois absolument aucun rapport entre cela et l'attitude du Parti Socialiste, à quelque moment d'ailleurs de son histoire que ce soit.

Il est encore une autre forme de l'opportunisme politique, forme qui ne se rapporte plus aux opportunites dont nous venons de parler et que je voudrais que nous dénoncions ensemble : c'est celle qui consiste à tenir un certain langage quand on est au Gouvernement, à un poste de responsabilité, et un langage différent quand on est dans l'opposition. Cela aussi est de l'opportunisme ! Ça n'est pas notre attitude, et je souhaite vivement que ce ne le soit jamais.

Je sais bien que nos adversaires tendent souvent d'opposer notre comportement de telle date à celui d'aujourd'hui, par exemple en disant : « **Vous affirmiez que la guerre d'Algérie est imbécile et sans issue...** ». Je n'ai pas changé d'avis, elle est toujours imbé-

cile et sans issue, et c'est ce que nous voulons dire quand nous affirmons qu'il n'y a pas de solution militaire et qu'il faudra en trouver une autre.

Nous ne sommes donc pas des opportunistes, mais au contraire un Parti fidèle à ses objectifs, sachant où il veut aller et qui répète à toute occasion ce que sont ces objectifs. Mais ceci ne lui interdit pas de tenir compte des faits quant à sa démarche quotidienne. Sinon, si l'on ne tient pas compte des faits, ce n'est pas être opportuniste, mais vraiment c'est marcher sans avoir les pieds au sol !

« **Avoir un idéal et comprendre le réel...** » veut dire tout autre chose que de l'opportunisme ; comprendre le réel veut dire tenir compte du fait ; c'est du réalisme politique.

Accords et desaccords avec la "politique De Gaulle"

ON a beaucoup ironisé, dans certains milieux, sur le fait que dans ce Congrès il soit beaucoup parlé de De Gaulle. Je voudrais bien connaître l'Organisation politique capable d'apprécier la situation intérieure française, à l'heure qu'il est, sans évoquer le nom de De Gaulle... Que l'on estime que le rôle qu'il joue est bon ou mauvais, que ce rôle est trop grand ou ne l'est pas assez, en tout état de cause le fait De Gaulle existe !

J'ai dit ce que l'on pouvait penser de son attitude en politique internationale. J'ai affirmé qu'il pouvait, dans des problèmes comme celui de Berlin, jouer un rôle essentiel. Il ne devrait pas être suspect à certains, il est tout de même l'homme du pacte franco-soviétique, il a donc prouvé son sens de la réalité. Mais il vient, dans le même temps, de faire un geste nécessaire pour le rapprochement franco-allemand. C'est un des domaines où la politique que De Gaulle suit n'est pas éloignée de celle que tout à l'heure j'ai essayé de définir comme nôtre.

J'ai marqué les points de désaccord ; en ce qui concerne l'O.T.A.N., accord sur les objectifs, désaccord sur les méthodes ; en ce qui concerne l'Espagne, j'ai dit ce qu'on pouvait en penser.

Politique européenne, j'ai exprimé nos craintes et même plus que cela.

J'ai dit combien il fallait nous féliciter de l'action de l'an dernier dans la Communauté, mais aussi combien il fallait craindre l'interprétation de certains des services d'aujourd'hui. L'Algérie demeure le problème essentiel sur lequel ma confiance est la plus grande.

Je veux revenir sur une phrase d'Albert Gazier qui nous a dit que ce n'est pas un homme, mais une politique qui peut régler l'affaire algérienne. Evidemment ! Je prends cette phrase à mon compte, totalement ; que dis-je, à mon compte ? Il n'est pas un seul camarade ici, parmi ceux qui ont exprimé leur confiance en De Gaulle sur certains points, qui ne soit d'accord avec cette formule. Ce n'est pas avec De Gaulle que l'on est d'accord, c'est avec la politique qu'il prétend faire triompher.

Nous ne sommes pas devenus, du jour au lendemain, des « beni-oui-ouistes », des gaullistes admiratifs tout prêts à faire confiance à un homme ! Ce n'est pas vrai ! Ni maintenant, ni jamais, je n'aurai ce culte de l'homme. Ni maintenant, ni jamais, je ne croirai qu'il y a des « hommes-miracles ».

Le véritable problème est le suivant : pour l'Algérie, la politique qu'il a définie, expliquée en public et ailleurs, est une politique qui est très proche de la nôtre, une politique qui, sur le plan humain, sur le plan libéral, est la seule qui puisse permettre d'apporter une solution. Et il est l'homme le mieux placé pour faire prévaloir cette politique. Je reprends ma formule pour qu'elle ne soit pas déformée : nous ne disons pas que c'est De Gaulle tout seul qui est capable de régler le problème algérien ; nous disons : seule la politique qu'il défend peut permettre de régler le problème algérien, cette politique est très sensiblement inspirée par les même préoccupations que la nôtre. Nous estimons qu'il est le mieux placé pour faire prévaloir cette politique.

Certes, il lui a fallu s'apercevoir lui-même que le problème était un peu plus têtu qu'il ne l'avait prévu, et dans le Pays il y a des illusions qui disparaissent... certains avaient cru au miracle qui, aujourd'hui, crient leur déception. Il n'est pas exclu que lui-même ait pu penser que le problème était moins difficile à résoudre qu'il ne s'est trouvé l'être...

Ce que j'affirme, c'est que pour faire triompher cette solution libérale qui suppose l'accord d'une partie de la population, qui suppose le soutien de la majorité du pays, qui suppose la confiance de la majorité de l'armée et, par là-même, la disparition de risques dans ce domaine, il est actuellement le plus apte. Il est important — je vais y revenir — que pour promouvoir cette politique il puisse compter sur la partie la plus grande de l'opinion française.

En politique intérieure, j'ai déjà dit les fautes faites dans le domaine de la Constitution. De Gaulle en a fait, que je n'ai pas évoquées ici, avant même l'interprétation actuelle de la Constitution.

La faute la plus grave, à mon avis, est de ne pas avoir désavoué ceux qui faisaient usage de son nom pendant la campagne électorale, car c'est cela qui a faussé essentiellement les dernières élections.

Un problème plus grave concerne la Constitution : aujourd'hui, à cause des élections de novembre, le Président de la République a cessé d'être l'arbitre. Il est devenu beaucoup plus le chef d'une majorité que l'arbitre que la Constitution exigeait qu'il fût...

...L'essentiel, pour nous, c'est qu'il n'y ait pas de confusion.

Nous n'avons pas à nous distinguer aujourd'hui entre gaullistes et non gaullistes. Il serait trop tard, d'autant plus qu'on trouverait dans les deux camps des gaullistes de l'heure où il y avait quelque mérite à l'être — alors qu'on n'y était pas parce que gaullistes — de l'heure où notre action était confondue avec celle de De Gaulle ; de même on trouverait dans les deux camps des gens qui n'étaient pas gaullistes à cette époque.

Ce qu'il nous faut faire, c'est nous situer par rapport à De Gaulle. Le Socialisme déborde la personne de Gaulle. Il a existé avant sa naissance, continuera après sa disparition, comme après la nôtre ; il n'est donc pas question de nous confondre ; il y a conjonction dans certains domaines, pas dans tous.. Il n'y a pas fusion, il n'y a pas adhésion, il y a coopération possible dans certains cas, mais, ce qui est important, c'est que nul, ni en France, ni ailleurs, ne puisse se méprendre quant au caractère permanent de notre indépendance totale à l'égard de l'homme, même quand on le respecte et quand on estime qu'il peut rendre encore de grands services à sa Patrie.

Je suis toujours amusé d'ailleurs par tels adversaires du culte de la personnalité qui dénoncent toute forme de confiance à De

Gaulle, mais n'ont jamais cessé de bêler leur admiration pour tel ou tel surhomme.

Quelles formes donner à notre opposition ?

AUTRE problème, faut-il couper de Gaulle de son Gouvernement ?

Je crois qu'il existe dans certains domaines des différences essentielles ; je crois par exemple qu'il est exact que M. Debré, s'il était le « patron » et qu'il puisse imposer ses conceptions, ne ferait pas la même politique que celle du Président de la République. Seulement je crois, je pourrais presque dire je suis sûr, que jamais De Gaulle ne désavouera M. Debré. J'ajoute que d'ailleurs je ne crois pas qu'il le puisse, ni qu'il le doive. Ce serait une très originale conception de la vie d'un Pays que de voir le Président de la République se mêler de désavouer, sauf s'il s'agissait de problèmes constitutionnels, le Gouvernement qu'il a choisi, quand l'Assemblée Nationale ou le Sénat ne le désavouent pas.

Je crois qu'il a un certain sens de la solidarité qui l'empêchera de le faire, et je ne pense pas que M. Debré, même si quelquefois cela lui travaille l'esprit, se permettra d'être infidèle.

Ah ! ce ne doit pas lui être facile ! Quand on se souvient du langage que le Sénateur Debré tenait à certaines heures, sur certains problèmes, et à la position où le Premier Ministre Debré se trouve d'être fidèle à ce que dit de Gaulle sur les mêmes problèmes ! J'avoue que c'est une gymnastique intellectuelle qui ne doit pas être agréable !

Je ne crois pas que jamais il puisse désobéir. Je ne crois donc pas que le problème, tel qu'il est posé par quelques Camarades, tels qu'il a été repris par la presse, soit bien posé en général, peut-être par notre faute. Peut-on soutenir De Gaulle en étant contre M. Debré ? Non ! ce n'est pas ainsi que la question se pose. On peut, par contre, soutenir certains aspects d'une politique, telle qu'elle a été définie, contre ceux qui s'y opposent, c'est-à-dire beaucoup plus contre la majorité actuelle.

Quant aux autres problèmes sur lesquels il peut être utile d'indiquer notre position, pourquoi jouer sur les mots et pourquoi se demander quel est notre type d'opposition ?

Bien sûr, je souhaite que cette opposition soit constructive, ce qui n'est pas une nouveauté ! Nous avons toujours essayé de le faire. Ce que je souhaiterais, c'est que nous la fassions chaque jour plus constructive, que nous ne nous contentions pas de faire ce qu'on nous a fait quand nous étions au Gouvernement: être contre parce que, sur tel autre problème, nous sommes contre et vouloir ainsi prendre des revanches... Je veux bien que cette opposition soit implacable comme le demandait un Camarade ; ce n'est pas inconciliable : on peut être implacable quand on est en désaccord, à condition que ce ne soit pas systématique, ce qui permet de se dire d'accord quand on l'est ou de suggérer l'amendement ou la contre-partie dans d'autres cas.

Ne faisons donc pas les erreurs qui nous ont amenés où nous sommes. Il ne faut pas que le Pays nous considère comme des démolisseurs. Nous ne tenons pas à faire notre succès sur les ruines de la Patrie, et il faut que ceci soit net.

Ce que nous voulons, c'est que la majorité de la Nation tire de l'injustice présente des chances pour l'avenir que nous lui présentons.

Nos responsabilités dans la composition actuelle de l'armée

QUELQUES mots rapides au sujet de l'Armée.

J'ai eu — et je l'ai déjà dit — l'occasion d'aller en Israël il y a très peu de temps. J'ai découvert là une armée qui m'a enthousiasmé. J'avais relu « **L'Armée Nouvelle** », deux mois avant exactement, pour préparer un exposé que je devais faire devant l'Institut des Hautes Etudes de Défense nationale, exposé au cours duquel j'ai beaucoup parlé de Jaurès. J'ai eu le sentiment, dès mes premiers contacts avec l'armée d'Israël, que « **l'Armée nouvelle** » était réalisée ! Il n'y a pas d'un côté une armée et de l'autre une Nation ; il y a une Nation en armes, une armée nouvelle dans laquelle les fils et les filles — puisque les filles y sont aussi appelées

là-bas — des Militants du Parti Socialiste d'Israël ont pris leur part de responsabilité, du plus bas grade jusqu'au grade le plus élevé, puisque tous les Officiers supérieurs relèvent du MAPAI.

J'ai comparé cette situation à notre attitude à nous, et j'ai fait mon « mea culpa ». Voyons, camarades, comment ne pas nous demander si, dans les responsabilités essentielles de l'heure présente, il ny a pas de notre faute ? S'il n'y a pas de notre faute du fait que jamais nous n'avons envoyé nos propres enfants, et que jamais nous ne sommes allés nous-mêmes prendre nos propres responsabilités dans une armée républicaine, aussi longtemps qu'il y en avait une ?

N'est-ce pas là une des fautes essentielles commises dans les années passées ?

Il ne faut pas reprocher à l'armée de ne pas comporter de Républicains si l'on ne permet pas aux Socialistes, aux meilleurs des Républicains, d'aller y prendre leurs postes de responsabilités !

Il y a un second aspect : on parle beaucoup laïcité ces temps-ci, et j'en ai moi-même beaucoup parlé. Qui dit laïcité dit formation civique. Il est bon qu'on instruise les jeunes jusqu'à 14 ans, jusqu'à 16 ans demain, jusqu'à 18 ans quand nous pourrons faire triompher notre réforme de l'Enseignement. Mais quand ils sortent de l'école, même à 18 ans, ce ne sont pas encore des hommes, ce sont des adolescents, en tout cas ce ne sont pas des citoyens. Quelle est l'école qui va en faire des Citoyens ? Encore une fois, l'armée... et nous n'y sommes pas ! Nous refusons nos places dans l'encadrement de l'Armée !

Il faut que nous ayons un jour entre nous une explication logique là-dessus, et que nous cessions ce jeu de dupes qui consiste tout à la fois à dénoncer les responsabilités de notre politique sans avoir le courage de la changer.

Un troisième aspect encore du problème de l'Armée. Sa composition actuelle n'est pas celle qu'on dit ; bien sûr, il y a des fascistes dans l'Armée, c'est exact ! Mais le pourcentage n'en est pas plus grand que dans le reste de la Nation. Il y a toujours eu en France 10 % d'hommes qui ont rêvé de césarisme ; naturellement, certains se sont réfugiés dans l'Armée. Mais il n'y a pas que cela, et je veux porter témoignage sans qu'on y voit flatterie ou faiblesse : j'ai trouvé parmi les cadres de l'armée, même parmi ceux qu'on discute le plus, beaucoup de pureté, beaucoup d'ignorance des grands problèmes politiques, c'est vrai. Souvent, ceux

qui parlent d'intégration y croient. J'ai entendu les plus durs d'entre eux me dire qu'ils étaient tout prêts à « casser du Pied-Noir », selon la formule de là-bas, pour arriver à imposer l'égalité des droits à laquelle ils croient. Ce n'est plus l'armée fabriquée avec des grands bourgeois, dont le pourcentage a beaucoup baissé depuis quelque temps. Il y a des hommes souvent sincères et souvent purs, désintéressés et pas riches, révoltés, révolutionnaires, révolutionnaires sans doctrines, bien sûr, tout prêts à faire demain des « Nationaux-communistes », des « Nationaux socialistes », mais pouvant être aussi bien demain des « soldats de Valmy » ; cela dépend de nous aussi, Camarades, et pas seulement des autres. Il dépend de nous de leur faire comprendre et admettre qu'il y a d'autres solutions que celles que quelques-uns d'entre eux croient avoir découvert en allant se faire laver le cerveau au Viet-Minh. Il y a des quantités d'hommes qui, parmi eux, sont des Républicains qui s'ignorent, et je trouve absolument absurde que, chez nous, ces questions soient étudiées avec trop de légèreté. Je sais bien qu'il n'est pas traditionnel, dans le Parti Socialiste, de parler de ces problèmes, mais je ne crois pas que nous puissions jamais parler de défense de la Démocratie si nous ne reprenons pas conscience des problèmes qui se posent à l'heure actuelle dans le monde, y compris dans l'Armée française !

Rassembler la gauche pour défendre la Démocratie

POUR défendre la Démocratie, il va falloir que la Gauche s'unisse. Et qu'elle s'unisse comment ?

Dans cette gauche il y a nous, et puis c'est à peu près tout. Tous les autres passent leur temps à discuter sur le passé. Or il serait bon que de Gaulle sache que, pour l'application de sa politique, il n'y a pas seulement les forces **avec** lesquelles il doit compter, il y a aussi une force **sur** laquelle il devrait pouvoir s'appuyer.

Mon grand reproche envers la gauche française, envers les hommes hier en désaccord avec moi, mon grand reproche donc, c'est qu'ils ne disent pas, à l'heure qu'il est, que le jour où ce problème sera posé dans les termes où il doit l'être, de Gaulle pourra compter sur ceux qui sont d'accord avec cette politique.

Je suis aussi de ceux qui, depuis des années, rêvent de voir se créer en France une formation du type travailliste. Mais, honnêtement, tenter de le faire actuellement n'est pas possible ; ce serait un recul, une perte de temps. Nous ne renvoyons pas cela aux calendes, nous ne perdons pas espoir, mais, avec ceux qui y croient comme moi, nous sommes plus réalistes pour l'instant et plus objectifs.

Elargir notre Parti n'est guère possible non plus. Car si l'on cherche à analyser les critères posés par chacun d'entre vous, pour adhérer à ce Parti, je mets au défi quiconque de trouver une formation qui réponde à notre commune attente. J'ai déjà dit pourquoi je suis résolument pour le retour chez nous d'un certain nombre de ceux qui nous ont quittés. Mais vous n'y amènerez pas des chrétiens à cause de la question laïque, vous n'y amènerez pas des libéraux ou des radicaux à cause des problèmes économiques.

Ce n'est donc pas sous cette forme de l'adhésion, sous cette forme de la fusion qu'il faut tenter d'élargir le Parti à l'heure actuelle, mais sur certains critères précis parmi lesquels ceux de défense de la Démocratie essentiellement. Il faut que nous disions à tous : **« Nous ne vous demandons pas qui vous êtes, si hier vous étiez pour le « oui » ou pour le « non », si hier vous étiez pour ou contre l'investiture à de Gaulle ».** Camarades, acceptez même que j'ajoute : **« Nous ne vous demandons pas si vous êtes chrétiens ou si vous ne l'êtes pas, si vous avez ou non une croyance. Nous vous demandons une seule chose : le régime démocratique, la paix, les libertés essentielles peuvent de nouveau être menacés, sommes-nous d'accord pour confronter nos moyens d'action ? Sommes-nous d'accord pour créer une confédération, un rassemblement, un regroupement, que sais-je, mais pas un Groupe nouveau parce que tous ceux qui prétendent rassembler sont en train de faire des formations nouvelles qui, en fait, accentuent le morcellement ? Mais êtes-vous d'accord pour faire un regroupement entre nos formations ? »** Je n'ai pas l'impression qu'il y ait sur ce point tant de différences entre tous ceux qui, dans ce Congrès, ont pris position, ce qui permet d'espérer que nous pourrons être d'accord.

De nouvelles formes d'action sont necéssaires

QUANT à notre vie intérieure, je voudrais attirer votre attention sur le fait important que, depuis 35 à 40 ans, nous nous sommes habitués à ce que notre activité, nos prises de positions nationales, soient connues à travers l'action parlementaire. Or, et ceci est nouveau, notre action parlementaire est maintenant limitée, sur ce point nous sommes d'accord. Et si les camarades attendent maintenant de connaître les prises de position nationale du Parti à travers la réaction parlementaire, ils seront quelquefois quatre mois — pendant une intersession — sans prise de position nationale.

Il faut que nous étudiions ensemble, que nous nous préparions à d'autres modes d'action. Cela n'interdit pas l'action parlementaire, mais, parallèlement, il faut envisager d'autres moyens. Il faut étudier le système que certains de nos camarades de l'Internationale emploient, et je pense au système britannique ; je pense aussi au porte à porte, à la distribution de tracts chaque semaine, sur un sujet précis, dans l'ensemble du Pays. Il faut reconsidérer nos moyens de propagande, car, si l'on attend seulement du Parlement que vienne maintenant l'indication d'une politique, alors nous serons perdus !

Il faut envisager notre action près de tous, près des travailleurs, des intellectuels, dont on prétend actuellement nous écarter, et sur lesquels il y aurait beaucoup à dire quant à la nécessité où nous sommes de les avoir avec nous, comme toujours, car la pensée même du Parti a été bâtie par eux ; et il y a en contrepartie la nécessité de dénoncer certaines formes fausses de l'intellectualisme, en particulier cette forme de l'intellectualisme qui consiste purement et simplement à travailler dans l'abstrait, à bâtir des constructions purement logiques, ou juridiques, sans tenir compte des faits.

Il faut penser à la jeunesse aussi, jeunesse aujourd'hui assez troublée et qu'il nous faut comprendre ; il ne faut pas la discuter : elle vaut facilement celle d'hier, mais elle n'a pas les mêmes préoccupations. Je la vois aujourd'hui plus soucieuse d'efficacité que

de raisonnement. En reprenant les grandes préoccupations qui furent les nôtres et celles de nos anciens : Liberté, Egalité, Fraternité, je crois que pour la Liberté et l'Egalité, notre jeunesse est très soucieuse, capable même d'être presque révolutionnaire dans sa marche à l'Egalité, mais elle est moins soucieuse que nous ne l'étions de la défense de la Liberté, et cela peut mener au pire !

C'est un travail patient d'éducation, qu'il nous faut reprendre chaque jour, pour arriver à convaincre cette jeunesse, à la persuader qu'une Egalité sans Liberté serait une vaine Egalité, que ce serait la pire des choses. Je ne suis pas inquiet, vous ferez ce travail et vous étendrez votre action auprès de l'ensemble des Démocrates.

Confiance et Solidarité

Enfin, camarades, il nous faut un peu renforcer les règles de la Démocratie dans nos propres rangs.

IL nous faut améliorer la Démocratie dans nos Fédérations respectives, parfaire notre information, renforcer l'éducation entre nous et, peut-être aussi, agir avec davantage d'esprit de solidarité, d'esprit de confiance les uns dans les autres ! Ce sont là gages certains de nos victoires de demain !

Coll. Fondation Léon Jouhaux

SOCIETE D'EDITIONS
DU PAS-DE-CALAIS
5, Bd. de Strasbourg
ARRAS (P.-de-C.)

FÉDÉRATION DU LIVRE
C.G.T. F.O.

Coll. Fondation Jean-Jaurès

SUPPLEMENT AU "BULLETIN INTERIEUR" N° 113 SEPT. 1959
Le Gérant : G. BRUTELLE